Vol 17 # 39 • Du 27 mars au 2 avril 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

UNE INVASION US EST EN COURS !



Voir page 3

Des marines américains sur la pelouse du Palais National lors de l'occupation de 2004

HAÏTI ET LA PALESTINE !



Voir page 4

Haïti et Palestine : deux petites nations mais symboliquement immenses



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Dehors l'impérialisme et son Conseil présidentiel avec…

Par Berthony Dupont

Qui se ressemble finit toujours par s'assembler. Les personnalités politiques haïtiennes ayant les mêmes inclinations de classe et qui s'allaitent à la même mamelle impérialiste se recherchent mutuellement. Mais ce n'est pas tout, elles ne sont que des crabes dans une mare éprouvant chacun d'étonnantes facilités à s'entredéchirer au lieu de s'entendre sur n'importe quelle question nationale qui concerne le pays. Fait très significatif de leur désinvolture et de leur cynisme, ces individus conditionnés et manipulés ou aux ordres se sont arrangés après la chute du Premier ministre de facto Ariel Henry pour se faufiler au pouvoir tout en essayant de donner un coup bas au peuple.

Après plusieurs années de négociations en trompe l'œil, avec la médiation des puissances tutrices, il est bien évident que mauvaise gouvernance et conflits politiques sont entre autres toujours des éléments de la stratégie impérialiste pour déstabiliser le pays. C'est d'autant plus vrai, l'absence du Premier ministre n'a pas affaibli pour autant les forces anti-changement qui le soutenaient. Très vite, l'impérialisme accoucha une autre mascarade de Conseil Présidentiel de transition à dessein de continuer son œuvre par d'autres instruments de son arsenal.

C'est ainsi qu'un ensemble d'individus de la classe politique traditionnelle a été rassemblé dans un cercle afin de ramener Washington, Paris et Ottawa à exercer leurs pressions sur tous les plans et à tous les niveaux en autorisant les forces exploitantes à être plus arrogantes et plus menaçantes que jamais contre le peuple sombrant dans la misère, et pour lequel les perspectives d'avenir sont de plus en plus réduites pour ne pas dire inexistantes.

Ce qui se cache derrière cette affaire de Conseil présidentiel est peut-être encore plus scandaleux de ce que l'on pense. Ce n'est sans doute pas simplement l'autre face de la médaille politique dont l'objectif est de nous affamer davantage et de garantir les intérêts du gouvernement des États-Unis à travers une nouvelle intervention militaire classique. Cette formule de présidence collégiale est mise en place pour renouveler l'ingérence et la domination de Washington sur Haïti sous une nouvelle facette mais avec les mêmes formes d'exploitation de l'homme par l'homme et de toutes les formes d'oppression ayant pour but de satisfaire les intérêts des nantis locaux et des vautours étrangers.

Ce Conseil n'existe que pour confirmer l'ampleur de la déliquescence des institutions nationales et la décrépitude de la vie politique du pays. Il illustre que nous sommes présentement à un carrefour, où l'on ne peut pas trouver une seule personne responsable, suffisamment crédible et honnête de la classe politique pouvant représenter dignement le peuple avec ses aspirations et ses revendications. C'est dire que l'objectif final est clair : faire obstacle à la lutte populaire et régénérer le système corrompu en place.

Cet acte malhonnête constitue une violation flagrante à la souveraineté du peuple haïtien, et dans ces conditions, il faut clairement dénoncer cette dérive honteuse engagée aujourd'hui par l'Occident, notamment les Etats-Unis sous l'ombrelle de la Caricom. Il faut s'y opposer catégoriquement !

Le peuple doit reprendre la rue en nombre imposant pour dire NON à l'impérialisme et ses suppôts. Ce Conseil présidentiel n'est pas le sien ! En tout cas, il n'existe pas en son nom ! Et pour la défense inconditionnelle de la souveraineté nationale « Hors d'Haïti, les troupes américaines, canadiennes et françaises ! »

Chasser l'impérialisme, c'est la seule condition pour obtenir la paix, le pain, la santé et le travail. Bref, tout ce qu'on veut dans l'intérêt des masses populaires.

En réalité, ce qui se prépare, c'est un vaste chantier visant la destruction du droit inaliénable des masses laborieuses. Ce processus vise en réalité à instaurer un pouvoir antipopulaire par l'impérialisme américain avec la complicité de la classe politique haïtienne. En vérité cette nouvelle occupation sera d'abord dirigée contre le mouvement populaire résistant héroïquement contre la catastrophe sociale dans laquelle la population a été plongée. C'est contre ce mouvement de masse, que cette probable intervention militaire sera canalisée, pour contrecarrer l'avancée massive de la contestation populaire contre la classe politique parasite qui n'est plus viable, mais que l'impérialisme a besoin de ressusciter.

Honte ! Anathème à tous ceux-là qui, au lieu de combattre cette machine criminelle préfère la rejoindre pour broyer toutes les tentatives d'organisation des masses prolétaires. C'est à l'aune de l'attitude du parti Fanmi Lavalas, Accord Montana, parti Pitit Dessalines, OPL, Ede, pour ne citer que ceux-là qu'on doit les discréditer, les décrédibiliser. Aucun de ces partis ou mouvements ne peut prétendre porter les aspirations du peuple travailleur, quand il prête sans vergogne allégeance au grand ennemi du genre humain. Ces opportunistes au service indécent n'attendront pas longtemps pour être rejetés à l'instar d'Ariel Henry.

Présentement, l'urgence est à la rupture. L'urgence est à la fondation d'une nouvelle République démocratique par le peuple et pour tous les haïtiens. L'urgence est de combattre le laboratoire qui nous a empoisonnés et qui revient sur la scène du crime en tant que notre sauveur. L'attitude du mouvement de la classe ouvrière face à ses ennemis de classe, est de continuer à s'organiser et de s'unir autour du mot d'ordre de la résistance populaire pour rendre effectif le projet de Révolution populaire.

Devrons-nous rester prisonniers ou esclaves d'un système qui nous a ruinés et qui ne résoudra aucun de nos problèmes ? Non assurément Non ! Toute solution haïtienne doit être l'œuvre des masses ouvrières elles-mêmes, pas de la classe dirigeante déchet de la politique exécrable des Etats-Unis d'Amérique.

À l'heure actuelle, dans l'espoir de faire disparaître les tristes et injustes perspectives téléguidées par l'impérialisme et ses agents intérieurs qui se dessinent contre le peuple haïtien, l'essentiel pour les masses populaires qui ont consenti à de lourds sacrifices, luttant pour une libération nationale n'est pas le combat des crabes dans le Conseil présidentiel, mais bien de s'organiser davantage afin de détruire cette formidable machine de récupération politique.

N'en déplaise à ceux qui voudraient continuer à renforcer le statu quo, le slogan du moment est : Dehors l'impérialisme avec son Conseil présidentiel pour en finir avec cette domination de misère, d'exploitation, d'humiliation, d'insouciance et de destruction totale à l'égard des masses défavorisées.

Une invasion US est en cours !



L'ancien ambassadeur américain en Haïti James B. Foley



Des marines américains

Par Isabelle L. Papillon

L'impérialisme occidental va sans doute recourir à ses méthodes traditionnelles d'invasion militaire pou façonner à son gout le peuple rebelle d'Haïti et mieux l'aider à sombrer dans le chaos. Ce n'est pas sans raison que l'ancien ambassadeur américain en Haïti James B. Foley», vient de publier au Washington post du 25 mars 2024, un article titré : *« Les États-Unis devront intervenir en Haïti. »*

Toute cette histoire a commencé le 7 octobre 2022, quand le Premier ministre de facto haïtien Ariel Henry imposé par les Etats-Unis par la filière du Core Group avait écrit une lettre au secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, réclamant le déploiement d'une mission armée spécialisée brutale, robuste pour mettre fin à la crise humanitaire en cours.

La résolution que le conseil des ministres publia au journal officiel Le Moniteur lit-on : « ce support international doit favoriser le rétablissement d'un climat sécuritaire devant permettre de lutter efficacement contre le choléra, la reprise de la distribution de carburant et de l'eau potable, le fonctionnement des hôpitaux, le redémarrage des activités économiques, la libre circulation des personnes et des biens ainsi que la réouverture des écoles »

A part les naïfs, tout le monde savait que la communauté occidentale était le principal commanditaire de cette demande d'intervention militaire, particulièrement les États-Unis d'Amérique, estimant que leurs agents au pouvoir ne peuvent plus aider à régénérer le système corrompu, pourri agonisant faisant face à une mobilisation populaire grandissante.

Par peur de perdre contrôle de la situation haïtienne, le triumvirat Etats-Unis, Canada,

France exhorte leur marionnette Ariel Henry d'inviter une force militaire dans le pays sous prétexte d'accompagner la police nationale d'Haïti.

Pour rendre les choses moins évidentes, les États-Unis ont transmis le dossier d'intervention au Canada pour prendre le leadership, qui lui-même l'a remis à la Caricom. Mais malgré les désirs de la Jamaïque et d'autres pays de la Caraïbe qui avaient exprimé leur désir d'envoyer des soldats. A un tel projet, ils ont laissé tomber pour se joindre de préférence en tant que médiateur aux négociations des protagonistes haïtiens.

Les États-Unis, en fin de compte, n'ont pas trouvé de preneur pour ce sale boulot, même le Brésil de Lula qu'ils avaient employé en tant que sous-impérialisme en 2004 refusa de le servir à nouveau. C'est dans ce contexte qu'Anthony Blinken a été obligé d'aller jusqu'en Afrique pour embaucher le Kenya qui avait promis d'envoyer plus de 1 000 soldats.

Le président Kenyan William Ruto acceptait l'offre de l'administration du président Joe Biden de prendre le contrôle de la force multinationale moyennant une valeur de 100 millions de dollars. Pourquoi les États-Unis paient-ils le Kenya pour nettoyer les dégâts qu'ils ont causés en Haïti ? se demandent certains d'observateurs politiques.

Cette intervention américaine sous couvert du Kenya tarde jusqu'à nos jours à prendre forme et les acteurs de la classe politique pro-impérialiste n'arrivent pas à apaiser le climat.

D'autant plus qu'un mouvement soutenu par des groupes armés ont depuis le 29 février 2024 empêché le Premier ministre Ariel Henry qui était en visite au Kenya de retourner à Port-au-Prince. A ce stade, pour ne pas perdre le contrôle de sa domination criminelle, l'artisan, le chef d'orchestre, l'instigateur de cette intervention est obligé de se démasquer. Et l'ancien ambassadeur américain en Haïti James B. Foley, a finalement vendu la mèche.

Il est mieux placé que quiconque pour expliquer le complot en cours car il a été il y a 20 ans de cela le principal organisateur de la dernière occupation américaine et onusienne du pays suite au coup d'Etat américain contre le pouvoir Lavalas. Une occupation qui a duré approximativement vingt ans.

Dans son article Foley a souligné *« Aujourd'hui, Washington tente à nouveau désespérément de mettre en place un arrangement politique transitoire, après avoir trop longtemps soutenu l'incapable Ariel Henry en tant que Premier ministre. Il s'agit d'une course contre la montre et, à mon avis, il est peu probable qu'elle réussisse, ou même qu'elle parvienne* à faire entrer des forces de sécurité internationales dans le pays, sans fournir une couverture militaire américaine »

Selon lui « *Dans la crise actuelle, nombreux sont ceux qui appellent à des solutions dirigées par les Haïtiens ou même uniquement par les Haïtiens, mais cela n'est pas réaliste au vu de la situation sécuritaire. Les forces de police haïtiennes, dépassées en nombre et en armement, se sont courageusement battues pour préserver l'État, mais elles risquent de ne pas tenir face aux bandes criminelles qui se sont récemment alliées pour prendre le pouvoir. Dans ces circonstances désastreuses, il est extrêmement difficile d'imaginer la formation d'un gouvernement intérimaire légitime* »

Pour renforcer son point de vue, Foley a fait référence à la crise de 2004 qui avait orchestré une occupation US suivie de la Minustah. Il voit une certaine similitude « *un moment similaire lorsque j'étais ambassadeur des États-Unis en Haïti il y a 20 ans* ». « *À l'époque, une intervention américaine décisive*

suite à la page(6)

Haïti et la Palestine !



Andrés L. Mateo, délégué permanent de la République dominicaine à la 219e session du Conseil exécutif de l'UNESCO



Par la voix des travailleurs

Fortes contradictions entre les représentants diplomatiques et la ligne officielle du gouvernement dominicain envers la Palestine et Haïti

L'extrémisme de la ligne officielle du gouvernement du PRM, en particulier son agitation anti-haïtienne et son soutien à l'apartheid israélien dans le cadre de sa campagne génocidaire contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, a généré ces derniers mois des contradictions publiques avec les membres libéraux et modérés de son service diplomatique. Le cas le plus récent a été le discours prononcé par Andrés L. Mateo, délégué permanent de la République dominicaine à la 219e session du Conseil exécutif de l'UNESCO, le 18 mars. Il a déclaré que le « spectacle de l'extermination » dans la bande de Gaza l'avait laissé « terrifié ». *« (Nous) sommes accablés par l'impuissance et la mort d'un peuple acculé et massacré sans pitié »*, a-t-il déclaré. À la fin de l'année dernière, l'ambassadeur dominicain auprès de l'État espagnol, le journaliste Juan Bolívar Díaz, a appelé à l'abandon des politiques qui promeuvent la haine contre Haïti, ce à quoi le ministère des Affaires étrangères a répondu en divulguant une déclaration à la presse ordonnant aux services étrangers de ne pas faire de déclarations aux médias sans autorisation préalable du ministère.

Bien que, dans le cas de Mateo, il ait également déclaré condamner le « terrorisme » en général, sa condamnation de l'extermination du peuple palestinien n'a jamais été la position officielle du gouvernement dominicain, et le discours de Mateo n'est pas revu sur le site Internet du ministère des Affaires étrangères ou la Mission permanente auprès de l'UNESCO. La position exprimée sur cette question par le président Abinader et le ministre des Affaires étrangères Roberto Álvarez est très différente. Le 7 octobre 2023, le président dominicain a tweeté : « *J'exprime ma ferme condamnation des attaques terroristes du Hamas contre le peuple d'Israël. Cette escalade de la violence empêche les solutions de paix que nous souhaitons tous. Nous espérons que la diplomatie sera préférée à la guerre.* «*Le gouvernement dominicain condamne les attaques terroristes perpétrées par le Hamas contre Israël, qui ont fait plus d'une centaine de morts et des centaines de blessés. Notre soutien et notre solidarité avec Israël en ces temps difficiles* », a déclaré la chancelière.

Dans les mois suivants, alors que le nombre de victimes de la campagne génocidaire israélienne dépassait les 35 000 victimes, pour la plupart des garçons et des filles, le gouvernement dominicain n'a émis aucune condamnation de l'État sioniste. Au contraire, le chancelier a déclaré en novembre qu'il *« (comprend) la décision prise par Israël, qui implique la continuité des attaques contre le Hamas, jusqu'à la libération des otages* », sans faire référence au fait que les attaques israéliennes se sont concentrées sur la population civile, ni évoquer les milliers d'otages palestiniens qui croupissent dans les prisons sionistes, emprisonnés depuis des années, subissant une torture et une humiliation constantes. Dans des organismes tels que l'ONU et la CELAC, le gouvernement dominicain a voté ou signé des déclarations et des résolutions avec le soutien de la majorité appelant à des pauses humanitaires dans les attaques israéliennes ou appelant à un cessez-le-feu, mais sans condamner les actions israéliennes, devant lesquelles la Cour internationale de Justice a admis une plainte de l'Afrique du Sud, reconnaissant la plausibilité qu'Israël commette des actes génocidaires.

L'État dominicain reconnaît l'État palestinien depuis 2009, mais maintient une alliance stratégique avec l'État sioniste de l'apartheid qui comprend la livraison de la conception de la gestion de l'eau à la société d'État israélienne Mekorot, la formation et les conseils répressifs à la police nationale et l'achat de matériel des armes israéliennes qui remontent aux dictatures de Trujillo et Balaguer. En 2023, le gouvernement d'Abinader a consacré la Foire internationale du livre de Saint-Domingue au régime sioniste de l'apartheid, déclenchant une large condamnation nationale et internationale.



La position exprimée sur cette question par le président Abinader et le ministre des Affaires étrangères Roberto Álvarez est très différente.

Dissidence contre l'anti-haïtianisme officiel

Depuis 2021, le gouvernement dominicain met en œuvre une politique d'expulsions massives contre la communauté ouvrière haïtienne résidant dans le pays, avec des centaines de milliers d'expulsions, notamment des femmes enceintes, des enfants séparés de leur famille et des Dominicains d'origine haïtienne. Les discours qui présentent les immigrés haïtiens comme une menace pour la sécurité et la souveraineté dominicaines, ou comme un fardeau économique, sont caractéristiques du gouvernement de droite du PRM. En septembre, le gouvernement a commencé à mettre en œuvre une série de mesures agressives, telles que la fermeture de la frontière et la mobilisation de troupes, pour tenter, sans succès, d'empêcher la construction d'un canal d'irrigation haïtien dans la rivière binationale Dajabón, également connue sous le nom de rivière Massacre. . . Dans sa défense



de cette politique, le ministère des Affaires étrangères a atteint un déni historique et un révisionnisme extrêmes. Lors d'une comparution devant le Sénat en octobre 2023, le chancelier a déclaré que dans la ville coloniale de Saint-Domingue « il n'y avait pas d'esclavage » et que les origines du peuple dominicain sont « totalement différentes » de celles des autres pays des Caraïbes et que dans le pays il n'y aurait pas de racisme ni de politiques racistes.

L'ambassadeur dominicain auprès de l'État espagnol, Juan Bolívar Díaz, s'est opposé à cette orientation officielle, publiant un mois plus tard des déclarations dans lesquelles il assurait maintenir les mêmes positions qu'avant d'entrer au gouvernement. «Je continue de soutenir les positions que j'ai toujours soutenues, je ne vais pas décliner dans ma prédication selon laquelle les Dominicains et les Haïtiens doivent se comprendre, que nous devons utiliser un langage plus constructif, moins dramatique, chercher et promouvoir des solutions dans Haïti parce que nous ne le faisons pas. Nous allons nous passer d'Haïti. « *Haïti va continuer dans cette voie et nous ne pouvons pas suivre des politiques qui promeuvent la haine et la confrontation. »*

Bolívar Díaz a reconnu que la relation commerciale bilatérale est largement bénéfique pour la République Dominicaine et que les travailleurs haïtiens apportent une contribution fondamentale aux secteurs de l'agriculture et de la construction et sont un pilier de la croissance économique, c'est pourquoi les discours de haine et la stigmatisation « *Nous devons faire un effort pour la modérer »* et empêcher d'atteindre des niveaux de confrontation tels que ceux entre l'État d'Israël et le peuple palestinien.

Ces déclarations modérées ont généré une controverse publique intense et virulente, avec des attaques de la part de ceux qui défendent la ligne officielle du gouvernement. Les députés du PRM ont attaqué l'ambassadeur. L'une d'elles, Soraya Suárez, a affirmé que Bolívar Díaz « devrait être ambassadeur d'Haïti et non de la République Dominicaine, pour aimer les Haïtiens plus que les Dominicains », tandis que la représentante Kenia Bidó a critiqué Bolívar Díaz avec des arguments diamétralement opposés à ceux de Suárez, affirmant que le gouvernement défendait en fait « *le meilleur intérêt des Haïtiens* ». Bien que datées du 26 octobre, c'est immédiatement après les déclarations de Bolívar Díaz que les instructions du ministère des Affaires étrangères aux chefs des missions diplomatiques et consulaires ont été rendues publiques de consulter « leur vice-ministère en charge » et d'attendre une réponse avant de faire des déclarations à la presse. , notifiant également la Direction de la Communication « *pour conseils, suivi, contrôle et retour d'information* ».



Le journaliste Juan Bolívar Díaz, a appelé à l'abandon des politiques qui promeuvent la haine contre Haïti

Ce que démontrent les deux cas, celui d'Andrés L. Mateo et de Juan Bolívar Díaz, c'est la tension entre la ligne officielle extrémiste de soutien au génocide palestinien et à la persécution raciale et l'anti-haïtien exacerbé, et un secteur de l'intellectualité libérale qui, malgré ses différences, a été coopté par le gouvernement du PRM et n'a pas atteint le point de rupture, comme cela s'est produit dans le gouvernement d'Hipólito Mejía, prédécesseur de l'actuel gouvernement Perremeísta, lorsque le chancelier de l'époque, Hugo Tolentino, a démissionné pour protester contre le soutien de Mejía à l' invasion étasunienne de l'Irak.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine
21 mars 2024

Échos de l'effondrement : au cœur du shithole



14 octobre 1993 : assassinat de Guy Malary. Ministre de la Justice du gouvernement Aristide-Malval, il a été criblé de balles alors qu'il se rendait à son bureau.

Par Erno Renoncourt

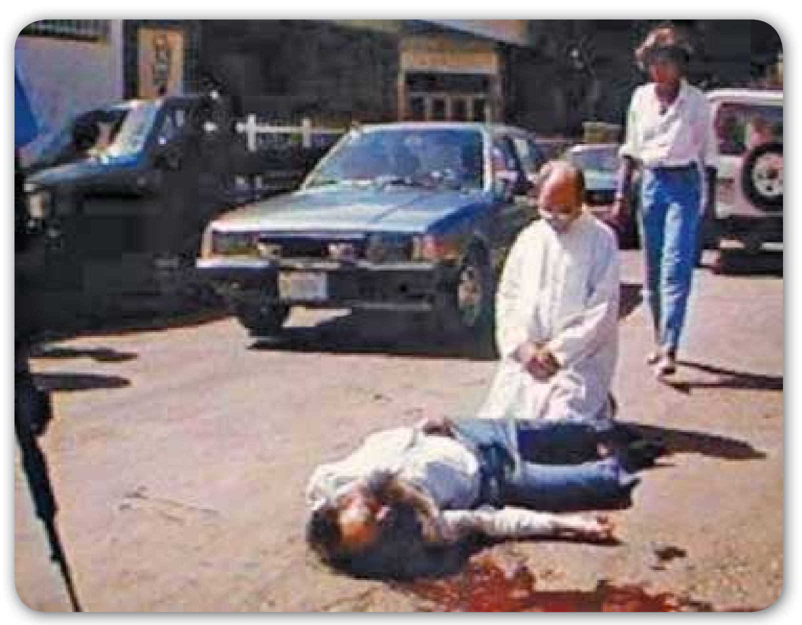
Samedi 23 mars 2024. Alors que résonnaient les crépitements d'armes automatiques des gangs armés, vers 10 hres du soir, le vrombissement de deux hélicoptères militaires étrangers ont sillonné le ciel de Turgeau. Tout laisse croire qu'il s'agit de vols spéciaux pour rapatrier les gens qui ont la bonne couleur de peau, le bon passeport ou éventuellement ceux aussi qui ont les bonnes accointances diplomatiques. Et leur direction vers la cour de l'Ambassade de France au Champ de Mars ne laisse plus place au doute. Ici aucun espoir d'ailleurs n'est permis.

Ceux qui, comme nous, pauvres confinés du shithole, pour ne pas avoir les tickets de ces mistrals gagnants, réservés aux expatriés ou aux marrons ayant la double ou triple nationalité, sont obligés de se retrancher sous les décombres de cet effondrement en attendant l'horreur finale. La nuit fut longue, tant dans notre retranchement, nous avons peiné à dormir. Le rapprochement des rafales d'armes faisait craindre un assaut imminent sur notre quartier….ciblé depuis longtemps.

Tardivement, la nuit s'est dissipée, laissant place à un calme précaire. Vite rompu d'ailleurs. Car dans l'angélus du jour du dimanche 24 mars, des crépitements d'armes automatiques ont devancé le chant des coqs. Il y a longtemps que ces pauvres animaux se sont tus autour de nous, pour laisser les balles ouvrir le jour. Peut-être que mieux que certains hommes, ils ont appris à vivre au rythme des balles perdues en désapprenant à grimper aux arbres pour éviter de se faire éventrer et servir de repas plus tôt que prévu aux affamés du shithole. Tout un éloge à l'apprentissage contextuel. Mais quelle métamorphose de la nature en cohérence avec la métamorphose de la société ! Car avant celle des animaux, nombreux sont les coqs de lavalas qui ont retrouvé leur nature originelle de pintade. Du reste même le carillon de la paroisse qui conviait les fidèles à la messe du dimanche ne retentit plus dans l'angélus des matins de dimanche. Les mauvaises langues disent que le curé aurait peur d'inviter par là les affreux à venir refaire le drame des années du coup d'état. Quand les attachés, futurs bras armés du mouvement du GNB de 2004, avaient investi l'église du Sacré-Cœur de Turgeau pour y extraire Antoine Izméry, et plus tard Guy Malary, pour les exécuter en pleine rue. Cette image me renvoie à la brève, mais subtile nouvelle de Balzac : *La messe de l'athée.*

Les symboles de l'imposture sont partout. Il suffit de savoir les repérer et les relier pour avoir le motif de l'avenir. L'intelligence n'est rien d'autre...et pourtant, elle fait cruellement défaut au shithole, car en ce lieu seuls ceux qui sont anoblis par les étrangers, et surtout les Blancs ont une valeur médiatique.

Le jour commence à poindre. Et dans le clair-obscur du camp de notre retranchement, au loin, des colonnes de fumées noires et épaisses s'élèvent dans le ciel qui rougeoyait à peine. Aux premières nouvelles, les gangs auraient mis le feu au tribunal de la section sud de Port-au-Prince.



Quand les attachés, futurs bras armés du mouvement du GNB de 2004, avaient investi l'église du Sacré-Cœur de Turgeau pour y extraire Antoine Izméry

Il est manifeste que ce sont les archives et les dossiers judiciaires du pays qui sont ciblés. Que ceux qui peuvent comprendre suivent la trajectoire de notre pensée. Bien fou celui qui pensera que c'est une œuvre insensée ! C'est la révolution du Pote Boure qui s'accomplit. Les esprits stochastiques, comme nous, qui ont le défaut de tout relier pour trouver un motif intelligible, se souviennent que c'est en 2012 que cette opération de destruction des archives avait commencé au bureau de l'immigration et de l'émigration. C'était le temps de la chorégraphie des ratés du shithole, faisant vivre le paradoxe diplomatique par lequel toutes les institutions étatiques du pays, en la personne de leurs dignes représentant, dépositaires de la souveraineté nationale, s'étaient réunies pour écouter les injonctions d'un diplomate étranger, en la personne de Kenett Merten, certifiant pour la République que le président du pays était bien Haïtien. A l'époque, il fallait effacer avant ce paradoxe théâtral les traces de ceux qui voyageaient avec les passeports étrangers et qui occupaient les plus hautes fonctions du pays, au mépris de la constitution et des lois. Mais que valent les lois devant la puissance des intérêts étrangers, quand on doit reconfigurer le système ? Des mauvaises langues disent que le système bancaire a déjà réalisé son grand reset, sa grande reconfiguration...depuis la fameuse panne de 2023 au cours de laquelle, il était impossible de faire certaines transactions d'une banque à l'autre. C'était juste après les sanctions internationales…

Impostures, double jeu, tout y est ! Ici c'est le paradoxal système ! Faut-il encore de preuves pour assumer que l'écosystème d'un shithole est une archéologie floutée de paradoxes ? Faut-il encore que l'on soit arrogant pour oser douter de la valeur de ceux qui brillent dans la réussite en ce lieu ?

Et c'est là que prend son sens la pertinence de la variable anthropologique de l'insignifiance culturelle que l'axiomatique de l'indigence mobilise pour expliquer l'errance haïtienne : vous avez tout un tas de gens ayant les plus prestigieux diplômes et titres académiques dans ce pays, pourtant les institutions de ce même pays sont séculairement défaillantes, en outre elles renforcées par des stratégies définies par des fonctionnaires internationaux qui dans la grande majorité des cas n'ont qu'un certificat de développement personnel et aucune compétence contextuelle. Le pire est que ce sont les experts nationaux, diplômés des grandes universités étrangères qui exécutent ces plans pour assurer leur survie. Car en grande partie, ils sont incapables de contextualiser leur savoir pour modéliser une solution en congruence avec les problématiques de leur pays. Ils récitent les bréviaires de la bonne gouvernance sans savoir que pour gouverner, il faut d'abord acquérir l'intelligence des données des problématiques, et que l'écosystème d'un pays est le plus grand attracteur de l'intelligence Vous voyez comment fleurissent les paradoxes dans un shithole.

Le crépuscule va tomber pour que l'angélus du soir ferme le jour. Les armes ont déjà recommencé à crépiter. Fasse le hasard que nous puissions enfin trouver un calme dans la nuit pour dormir......provisoirement ou éternellement.

A bientôt.
Erno Renoncourt

Dappiyanp

Tout pwòp yo
Se dappiyanp
Mache pran
Mache piye
Tout sa
ki pa pou yo.

Yo toupatou
Tankou chen fou
Chen anraje.
Nan tout raje
Y ap krazebrize
Etazinize
Kolonize

Zwazo sa yo
Se zwazo mechan
Ki viv anba dlo
Nan lespas sèlman
Sou latè
Kote yo debake
Se gatesa
Zèb lavi
Sispann pouse la
Kote yo pile
Se peripesi
Se detripe lespwa
Pou Lespwa sispann
Donnen !

Depi m ti katkat
M ap tande
Merinkò meriken
Se koken se reken
Tout pwòp yo
Se devore
Pakanpak
Met lapat
Sou sa
ki pa pou yo

An 1915
Yo monte
Ak tout bòt
Ak tout kepi
Sou povant Ayiti
Kako te desann yo
Pyè Sili
Chalmay Peral
Benwa Batravil
Te tire sou yo

An 1994
Yo te venmil konsa
Sou pye palmis nou
Pye kokoye nou
Nan tout lizyè nou
Ak peyi nou
Anba grif yo
Ak kilti nou
Nan pwent bèk yo
Lavalaseman

Malfini yo desann
Kè pòpòz

Poze kè poze
Yo pote siwo
Yo pote simo
Yo pote diri
IRI-NDI
Pou laboujwazi bati
Sitadèl yo pi wo
Sou do pèp
Ayisyen.

2004 menm
Yo retounen
Lafrans kèkontan
Kanada pakapala

Meriken pongongon
Tonbe kalonnen
Tankou kodenn gran baskou
Lanavaz se vaz nou
Lanavaz se baz nou
Nan jwèt sila a
Si n chita bèkèkè
De bra balanse
Ap jebede kalewès
Yon jou n a tande :
Ayiti se zetwal nou
Ayiti se zile nou!

Berthony Dupont

Kriz manje an Ayiti: FAO rele anmwe sekou !



Prèske mwatye popilasyon ayisyen an (4,97 milyon moun sou yon total 11 milyon) ap fè fas jounen jodia ak pwoblèm ensekirite alimantè a. Se monte vyolans lan ak kriz ekonomik la, ki dapre FAO rive fè sa. Ant mwa mas ak mwa jen, 1.64 milyon moun nan faz 4 sekirite manje ijans, ak yon ogmantasyon de 532,000 moun nan ensekirite alimantè grav konpare ak estimasyon anvan yo. Zòn ki pi afekte yo se Fon Latibonit, Grandans, Lagonav, ak kèk zon defavorize nan Pòtoprens la.

Kèk ka kolera anrejistre nan moun ki nan Lise Marijàn yo



Omwen dis ka kolera te anrejistre nan kan moun deplase yo ki nan Lise Marijàn ki chita nan kè Pòtoprens. Se Biwo Afè Imanitè Nasyonzini an (Ocha) ki pibliye chif sa yo aprè yo te fin fè tès sou moun ki montre sentòm maladi a.

OCHA Ayiti rapòte, li te idantifye 10 ka sispèk kolera nan 48 èdtan nan Lise a jou ki te madi 26 mas 2024 la.

Plis pase 125 mil timoun riske malnitrisyon grav an Ayiti!

Plis pase 125 mil timoun, sitou nan depatman Latibonit ak Lwès, nan tout zòn metwopolitèn kapital la, Pòtoprens, ekspoze ak yon risk malnitrisyon grav nan peyi a. Fon Nasyonzini pou Timoun (Unicef) te lanse alèt sa a nan yon nòt pou laprès jounen madi 26 mas 2024 la.

Unicef avèti risk la kontinye ogmante pou vin pi grav nan peyi a.Nan yon dokiman li pibliye samdi 23 mas 2024 sou sit li a, Kowòdinasyon Nasyonal Sekirite Manje (Cnsa) mande pou nou pran aksyon ijan pou ede, pou peryòd ki soti mas rive jen 2024, prèske 5 milyon moun, prèske mwatye nan popilasyon ayisyen an deja afekte nan gwo nivo ensekirite alimantè an Ayiti.



Fòk gen dispozisyon pou repare defisi konsomasyon manje ak pwoteje mwayen pou 5 milyon moun sa yo kapav viv komsadwa.

"Ensekirite a, ki afekte yon gwo pati nan kapital ayisyen an, anpeche, an patikilye, livrezon manje terapetik ki pare pou itilize, yo itilize pou trete timoun ki soufri malnitrisyon grav, ansanm ak repwovizyon yo, sa ki sijere dezòd nan chèn rezèv ak konsekans enpòtan si sitiyasyon an pèsiste," se sa Unicef fè konnen.

Fon Nasyonzini pou Timoun ankouraje pwoteksyon lekòl, lopital ak lòt enfrastrikti esansyèl tout kote timoun yo depann, ansanm ak pwoteksyon espas imanitè yo.

Suite de la page (3)



Nous sommes là pour vous sauver à nouveau !



Le triumvirat impérialiste Etats-Unis, Canada, France hors d'Haïti

avait permis d'éviter les pires conséquences. La crise d'aujourd'hui pourrait l'exiger également »

Il suggéra la même formule puisque les militaires étatsuniens, canadiens et français occupaient le territoire haïtien avant de passer la commande aux forces Brésiliennes qui dirigeait la Minustah *« Avec un nouveau gouvernement en place, les Etats-Unis pourraient rapidement transférer la responsabilité de la sécurité à la communauté internationale, en s'appuyant sur un détachement de police kényane déjà approuvé par les Nations Unies. Mais sans cela, les risques d'un effondrement final et d'une intervention plus importante continueront de croître »*

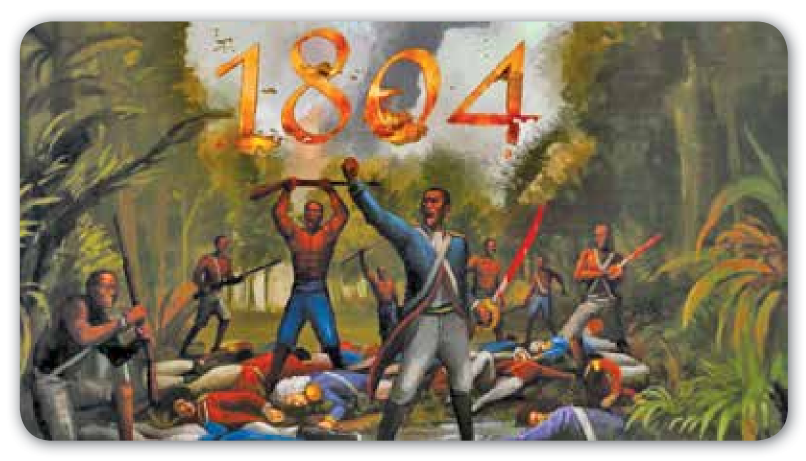
Notre collaborateur Rodhney Robert l'a si bien expliqué la semaine dernière dans son article « **Martinique : Hub diplomatique et militaire de la politique étrangère française dans sa lutte contre les réparations en Haïti et dans toutes ses anciennes colonies.** » Il écrivit : « *Que les choses soient claires pour toutes et tous : cette mission à venir en Haïti, clamée ça et là constituée une mission de maintien de la paix n'en est pas une. Si telle était le cas, elle aurait été portée sous la bannière de l'ONU, or ce n'est pas le cas : elle est portée par des puissances étrangères, et ce de façon officielle et assumée pour celles et ceux qui savent bien lire entre les lignes, au-delà des grandes déclarations et des communiqués. C'est ce que l'on appelle : une invasion. »*

« La mission Jeanne D'Arc aussitôt stationnée au port de Fort-de-France, vint ensuite un communiqué, stipulant entre autres : « Les Forces armées aux Antilles demeurent vigilantes quant à la dégradation du contexte sécuritaire à Haïti. Elles sont en mesure d'adapter leur dispositif en fonction d'évolutions potentielles de la situation. » a-t-il poursuivi.

Comme conclusion, *« Il parait évident qu'Haïti porte une nouvelle fois le fardeau des enjeux immenses liés aux réparations pour un monde plus juste et équitable, et il semblerait que la France, ses alliés et ses facilitateurs trouvent moins onéreux et moins risqué de tenter de faire taire une nouvelle fois ces revendications légitimes à coups de contingents armées et ce afin de tenter de préserver le statuquo. »* ajouta-t-il.

Ne soyez pas étonnés si comme en 2004, la France et le Canada accompagnent les Etats-Unis en cette année 2024 dans un autre périple d'intervention militaire pour humilier à nouveau le peuple haïtien.

220 ans après la Révolution haïtienne : le labyrinthe d'un modèle néocolonial moderne !



Au 220e anniversaire du Triomphe de la Révolution haïtienne (1804) qui allait marquer et donner de la radicalité avec son exemple d'égalité radicale au projet de Bolivar et à tout projet émancipateur sur notre continent…

Par Yohan Nezcarv

Entretien avec un militant internationaliste. Lautaro Rivara (1991) est un militant de la gauche argentine, professeur, sociologue, écrivain, poète, analyste, journaliste et chercheur. Il est titulaire d'un doctorat en histoire de l'Université de La Plata, en Argentine (UNLP) et d'un chercheur postdoctoral à l'Université autonome du Mexique (UNAM). C'est un intellectuel critique qui écrit et réfléchit à partir de son expérience située, sur le terrain. Il a été membre de la brigade internationale en Haïti (2018-2020). Auteur d'ouvrages tels que « Le nouveau Plan Condor. Géopolitique et impérialisme en Amérique latine » (2022) et « Internacionalista » (2022) de l'éditorial Batalla de Ideas, et plusieurs recueils de poésie, dont « Ayibobo », un recueil de poèmes en espagnol et en créole haïtien qui paraîtra prochainement, dans lequel est ajouté « Haïti ici » également en cours.

Introduction

Nous sommes en Amérique latine dans des années où sont célébrées des dates importantes et des *jalons historiques qui ont influencé l'évolution de notre présent. Je fais référence, par exemple, au 220e anniversaire du Triomphe de la Révolution haïtienne (1804) qui allait marquer et donner de la radicalité avec son exemple d'égalité radicale au projet de Bolivar et à tout projet émancipateur sur notre continent, puis il a été noyé par de nombreux facteurs et comme point culminant cette dette insultante qu'Haïti a dû payer à la France et continue de payer, pour s'être émancipée. Récemment, 200 ans se sont écoulés depuis l'élaboration de la « Doctrine Monroe » (1823), date qui a eu lieu en décembre dernier, avec une ligne directrice qui définirait la relation politique des États-Unis envers Notre Amérique. Cette année commémore également le bicentenaire de la bataille historique d'Ayacucho (1824) qui symbolisait l'émancipation presque complète de l'Amérique continentale du colonialisme européen. Je dis « presque complète » parce que les Caraïbes et la Grande Caraïbe (si l'on inclut les Guyanes) ont été laissées pour compte, avec une histoire particulière de colonialisme et de néocolonialisme qui s'étend sur tout le XIXe siècle et une partie du XXe. Nous poursuivons dans le cadre des 50 ans du coup d'État au Chili (1973), qui aura lieu en septembre 2023, contre le président socialiste Salvador Allende et cette année nous nous souviendrons des 70 ans du coup d'État contre le président Jacobo. Arbenz au Guatemala (1954), 60 ans contre João Goulart au Brésil (1964), 20 ans du coup d'État en Haïti (2004) contre le président Jean-Bertrand Aristide, 15 ans du coup d'État au Honduras qui présidait déchu Mel Zelaya (2009) , et nous célébrons aujourd'hui les 45 ans du Triomphe de la Révolution de Grenade (1979) menée par Maurice Bishop et le Mouvement Nueva Joya qui s'est terminée par le coup d'État de B. Coard et l'assassinat de Bishop et ses collaborateurs, ainsi qu'une intervention militaire américaine (Urgent Fury, 1983) qui a fêté ses 40 ans l'année dernière.*

L'histoire de l'Amérique latine est, dans une large mesure, l'histoire des interventions directes et indirectes des États-Unis, des coups d'État pour satisfaire leurs intérêts, des révolutions comme réponse aux conditions néocoloniales et pour donner une continuité à un projet émancipateur inachevé, l'histoire de la tentative de briser les chaînes des différents mécanismes du colonialisme et du néocolonialisme par les élites latino-américaines qui se conforment au Consensus de Washington.

YN : Camarade Lautaro. Je vous salue fraternellement et c'est un honneur que nos médias puissent échanger quelques idées avec vous. J'aimerais que nos lecteurs le rencontrent. Dans quel contexte étiez-vous en tant que brigadier international en Haïti ? Quelles connaissances aviez-vous en tant que militant latino-américain sur Haïti avant de voyager ? Quels mouvements et organisations de résistance connaissiez-vous ?

Lautaro Rivara (LR) : Eh bien, j'ai été membre de la brigade internationale en Haïti de 2018 au début 2020, j'étais dans le cadre d'une Brigade permanente de solidarité internationale que les mouvements internationaux Vía Campesina et l'articulation des mouvements sociaux vers l'ALBA. Ma connaissance antérieure du pays était comme celle de presque toute personne qui aborde Haïti, assez limitée et précaire, avec les histoires et anecdotes de quelques anciens « brigadistas » qui y étaient allés et qui étaient de ma ville et de mon organisation. Bien sûr j'avais un certain imaginaire construit autour de la Révolution Haïtienne, je suis profondément intéressé et amoureux de l'histoire de notre continent et de la première révolution réussie de cette histoire continentale. C'est une étape que personne n'a le droit d'ignorer. La Brigade avait plusieurs bons objectifs qui se sont transformés au fil du temps. Au début, lors de son atterrissage, il s'agissait plutôt de tâches d'urgence, pour ainsi dire, liées à une situation vraiment critique dans le pays, qui avait subi un tremblement de terre aux proportions énormes qui a causé plus de 300 mille morts, qui avait également souffert d'une épidémie de choléra introduite par les contingents des « casques bleus » (Forces de Paix) et d'un ouragan assez dévastateur dans le sud du pays. Dans ce contexte, il y avait des tâches liées à la collecte de l'eau, au travail avec les organisations paysannes et, à un début, aux travaux liés à la production écologique et au reboisement du pays. Le territoire haïtien traverse une très grave crise climatique due non seulement au changement climatique mais aussi à la déforestation locale. Quand je suis arrivé, nous avons commencé à développer une autre série de tâches et à donner à la Brigade non seulement un caractère rural et paysan, mais nous avons également commencé à explorer et à mieux nous articuler avec les mouvements de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, qui est la capitale du pays, et j'ai commencé à travailler et à développer un domaine que la Brigade n'avait pas jusqu'alors, lié à la communication politique à l'étranger, notamment dans des contextes de crise aiguë et aussi à la formation de communicateurs locaux, notamment en stimulant la croissance d'une petite agence locale des mouvements sociaux dans le pays, ainsi que l'articulation des différentes radios communautaires et paysannes qui existaient déjà dans ce pays. Ainsi, au cours de ces années là-bas et lors de mes voyages ultérieurs, j'ai eu l'immense privilège de connaître, en pratique, toutes les organisations des campagnes et des villes et de connaître leurs énormes accumulations et expériences de luttes.

YN : Quel était le contexte politique de ce pays pendant votre travail de brigadier ? Quel était le scénario d'un pays post-coup d'État, d'une occupation militaire secrète (MINUSTAH), d'épidémies de choléra, d'un tremblement de terre d'une ampleur énorme, d'ouragans ? Quel a été l'avis des mouvements sociaux de la MINUSTAH ?

LR : Je suis arrivé dans un contexte qui a vite changé radicalement, je suis arrivé en Haïti en mars 2018, au mois de juillet une tentative d'augmentation des prix du carburant promue par le Fonds Monétaire International a produit l'insurrection populaire la plus importante de l'histoire contemporaine d'Haïti et la plus importante de tout l'hémisphère, si l'on considère les dernières décennies, et si l'on considère le pourcentage de la population haïtienne qui s'est mobilisée dans les rues, on estime entre 1 et 2 millions de personnes dans les plus grandes manifestations, qui ont eu lieu avec une énorme régularité au cours de la mois de juillet 2018 et au moins jusqu'aux premiers mois de l'année suivante. Puis ce pays s'est soudainement transformé, il y a eu en fait une montée de la conscience populaire haïtienne avec un caractère clairement anti-néolibéral et de plus en plus clairement anti-impérialiste et anti-nord-américain. Haïti avait alors été pratiquement écrasé par une occupation internationale, celle de la tristement célèbre MINUSTAH débarquée en 2004, profitant d'une crise politique locale. Haïti, à mon arrivée, était encore un pays occupé, la MINUSTAH ayant cédé la place à une mission de remplacement connue sous le nom de MINUJUSTH. J'ai eu l'occasion d'assister au dernier déploiement militaire majeur de cette mission, avec des contingents de troupes de plusieurs pays du monde déployés, par exemple, sur l'avenue principale de la capitale. Les mobilisations auxquelles j'ai assisté étaient une sorte de remobilisation sociale venue secouer le joug de cette occupation, à une époque où la mission disposait visiblement de moins de capacités policières et militaires pour réprimer la population locale. L'évaluation des secteurs locaux de cette occupation est extrêmement négative, il suffit de mentionner que sa triste histoire comprend la participation à des réseaux systématiques d'abus sexuels et d'exploitation des enfants et des femmes, ainsi que la commission d'une série de massacres dans les quartiers populaires du pays, en particulier dans ceux qui avaient des niveaux d'organisation plus élevés et aussi, comme je l'ai mentionné précédemment, l'introduction d'une épidémie de choléra qui aurait fait plus de 80 000 morts et plus de 800 000 personnes. Épidémie de choléra survenue à cause de la mauvaise pratique du contingent népalais, qui a déversé un camion contenant des déchets fécaux contaminés dans le principal cours d'eau de tout le pays, ce qui a provoqué une catastrophe profondément humanitaire qui n'a vraiment que peu de précédents dans l'histoire du monde.

YN : Partagez-vous l'impression qu'il a existé ou existe depuis nos peuples latino-américains, une méconnaissance des histoires de luttes des îles de la Caraïbe, une vision politique un peu lointaine de la Caraïbe en général et d'Haïti en particulier ? Nous avons Cuba très présente dans notre imaginaire, qui est un pays des Caraïbes et dont la Révolution continue de résister, mais à mon avis ce n'est pas le cas d'autres processus qui devraient s'articuler davantage à partir de nos luttes, comme la situation coloniale de Porto Rico ou Haïti. Qu'en pensez-vous ?

LR : Oui, l'ignorance générale sur la région caribéenne et en particulier sur les îles des Grandes Antilles et des Petites Antilles est vraiment accablante, et il faut même le dire et le reconnaître, même si elle a traversé une vague d'intégration très importante. L'Amérique latine, la région des Caraïbes sont souvent laissées de côté. En fait, je pense que dans ma génération et spécifiquement parmi nous qui vivons dans le Cône Sud, nous avons un manque de connaissances encore plus prononcé. Ce serait total si nous n'avions pas eu, par exemple, une figure comme Hugo Chávez Frías, qui, je crois, a été le premier grand dirigeant latino-américain à remettre fondamentalement les Caraïbes au centre du débat et à même commencer à les nommer. Avant Chávez, les Caraïbes n'étaient même pas nommées ainsi, l'exception évidente étant peut-être que Cuba n'est pas connue pour son histoire révolutionnaire exemplaire et pour être évidemment aussi un pays hispanophone. Cependant, nous savons très peu de choses sur Porto Rico, pratiquement rien sur la République dominicaine et sans parler, si l'on se réfère à des territoires comme les départements français d'outre-mer, les municipalités spéciales néerlandaises ou d'autres types de territoires non autonomes, qui existent il y en a vraiment beaucoup de ceux que nous avons dans les Caraïbes. Nous avons donc réellement un grand défi : réussir à intégrer l'histoire, la politique et la géopolitique des Caraïbes à celles de la région dans son ensemble. C'est ce que font les États-Unis eux-mêmes, qui considèrent les Caraïbes comme une région géostratégique et c'est là qu'ils déploient aujourd'hui le plus grand nombre d'espaces militaires de tout l'hémisphère.



Lautaro Rivara un militant de la gauche argentine, professeur, sociologue, écrivain, poète, analyste, journaliste et chercheur

YN : Une question générale. Quelles sont les caractéristiques du système politique haïtien ces dernières années ? Quels sont les principaux problèmes structurels

suite à la page(16)

D.D.N. (Deyò, Deyò Nèt) pour Ariel Henry !



Ariel Henry en Californie après avoir quitté Porto Rico. Washington a fini par obtenir sa démission le lundi 11 mars 2024 comme Jimmy Chérizier alias « Barbecue » l'avait exigé au nom de ses camarades de « Vivre Ensemble »

Par Catherine Charlemagne

D.D.N « Deyò, deyò, Nèt » (Dehors, dehors pour toujours). Voilà une nouvelle expression qui vient de faire son entrée dans le vocabulaire du créole haïtien. Comme souvent, c'est dans les moments de crises sociopolitiques aiguës que des Haïtiens, non pas des linguistes chevronnés de la Faculté de Linguistique Appliquée (FLA) ou de l'Académie du Créole Haïtien (Akademi Kreyòl Ayisyen) imaginent et font d'intéressantes trouvailles. Ce néologisme est l'œuvre linguistique des gens de la rue, ceux qui pratiquent au quotidien cette langue si riche en expressions autochtones ou indigènes. Voilà pour le côté inventif de DDN *« Deyò, deyò Nèt »* ! Maintenant, voyons le côté historique et politique de cette belle expression ne pouvant laisser indifférent aucun observateur politique analysant les crises sociopolitiques haïtiennes. S'il y a un point sur lequel on peut être tous d'accord avec le Dr François Duvalier, c'est sa clairvoyance, sa méfiance à l'égard du peuple haïtien à propos de sa réaction imprévisible envers les politiciens. Ce peuple est toujours là où on ne l'attend pas.

Totalement inattendu dans ses prises de décisions en ce qui a trait au comportement de ses dirigeants politiques. Il est à craindre. Radical ! Dans la mésaventure politique du Premier ministre Ariel Henry, en mars 2024, bloqué à l'extérieur du pays depuis plus d'un mois, comment ne pas penser à Dr François Duvalier, dit Papa Doc, l'un des plus féroces dictateurs que Haïti n'ait jamais connu. Médecin, historien et politicien retors, Papa Doc a prouvé d'une part, qu'il avait une parfaite connaissance de l'histoire politique d'Haïti. D'autre part, il démontrait avec brio sa maitrise de la sociologie haïtienne tout en indiquant de quoi ses compatriotes seraient capables quand ils s'opposaient à une politique néfaste et détestaient celui qui la conduit. Les Duvalier Père et fils s'étaient fait une raison : ne jamais quitter Haïti sous aucun prétexte. En effet, en 29 ans de règne absolu, jamais les deux hommes ne s'étaient aventurés hors du territoire haïtien. François Duvalier, avant son arrivée au pouvoir, voyagea un peu, notamment aux Etats-Unis, en Amérique du Sud dans le cadre de ses études universitaires et ensuite professionnelles.

Son fils Jean-Claude, dit Baby Doc, digne descendant du dictateur, lui, faisait la fête à Paris et en Europe. Mais, une fois l'un et l'autre eurent accédé à la tête d'Haïti, méfiants et prudents, ils se sont résolus à ne plus quitter la terre d'Haïti tant qu'ils occupaient le Palais national. Les deux dictateurs recevaient les chefs d'Etat du monde entier à Port-au-Prince. Des Présidents américains à ceux du continent africain, démocrates et dictateurs comme eux, en passant par l'Amérique latine comme Anastasio Somoza Debayle du Nicaragua en 1972. Tout chef d'Etat qui voulait prendre un bain culturel, artistique et d'histoire haïtienne pouvait venir le faire sans crainte dans la Perle des Antilles. A chaque fois, comme il est de coutume dans les relations internationales et diplomatiques, Papa Doc et Baby Doc ont toujours reçu les invitations réciproques de leurs hôtes pour visiter leur pays respectif.

S'ils ne déclinaient jamais l'invitation, vous constaterez qu'ils n'ont jamais mis les pieds hors des frontières d'Haïti. Mieux, leurs homologues de la République dominicaine ont presque tous visité Haïti durant la présidence de ces deux dictateurs et ont toujours voulu les recevoir à Santo Domingo, histoire de les faire visiter leur capitale. Mais, là encore, ni François Duvalier ni son fils Jean-Claude n'ont osé traverser la frontière terrestre séparant les deux Etats. Baby Doc qui se trouvait dans le dilemme de confinement politique s'était risqué à rencontrer un Président dominicain sur la frontière, mais du côté… haïtien. Jamais ni lui encore moins son illustre père n'a pris le risque de traverser le Pont sur la rivière Massacre pour aller à Dajabon ni de la rivière des Pedernales du côté de Jimani pour se rendre en République dominicaine.

Obsédé par la peur d'un coup d'Etat militaire, mystique et clairvoyant, jusqu'à sa mort tranquillement au Palais présidentiel, jamais Papa Doc ne s'est rendu à l'étranger, même pour se faire soigner. Il s'employa à faire venir des médecins de l'étranger quand il en avait besoin.

Pire, François Duvalier se méfiait tellement de l'attitude de ses compatriotes haïtiens vis-à-vis du pouvoir qu'il s'était avisé de ne jamais quitter même la capitale. Rares sont les dates où François Duvalier s'était aventuré dans une ville de province. Il se contentera de faire venir toute Haïti à Port-au-Prince au lieu de se déplacer au Cap-Haïtien sur le Site historique de Vertières ou sur la Place d'armes des Gonaïves, berceau de l'indépendance haïtienne alors même qu'il fut un patriote convaincu et un nationaliste indiscutable. Papa Doc avait certainement lu les Traités du florentin Nicolas Machiavel, relatif à l'art et la manière de conserver le pouvoir. Il en avait fait sa Bible.

Si son fils Jean-Claude profitait d'une sorte d'accalmie politique après avoir mis en déroute les « *kamokins* » (opposants), voyageait un peu en région, néanmoins, il se gardait bien de mettre les pieds de l'autre côté de la frontière par peur qu'elle ne se referme sur lui par un peuple très imprévisible sur le plan politique. Finalement, l'opération politique et armée dite D.D.N (Deyò deyò Nèt) dont a été victime le Premier ministre Ariel Henry, bloqué à l'étranger pour être ensuite destitué, leur a donné raison et vient confirmer leur crainte et leur appréhension vis-à-vis de leurs compatriotes. Ce peuple, pur produit des descendants d'esclaves libérés des chaînes de la servitude coloniale et des esclavagistes, il faut s'en méfier. Sans attendre, il peut porter sa colère au paroxysme. En effet, près de quarante ans plus tard, l'histoire s'est révélée exacte de ce qu'ils avaient imaginé, ce peuple haïtien est capable de tout, du meilleur et aussi du pire. Personne, depuis l'avènement de la démocratie en Haïti, il y a plus de trente-huit ans, n'aurait imaginé un sort si pitoyable pour un dirigeant politique haïtien.

Mêmes les opposants les plus radicaux ne pouvaient s'attendre à ce qu'une telle mésaventure arrivât à un chef du Pouvoir exécutif haïtien. Il aura fallu qu'un autre docteur, Ariel Henry, certes n'ayant pas la « statue du commandeur » d'un Dr François Duvalier en matière politique, voire de son fiston Jean-Claude, soit victime d'un acte aussi insensé. Il est impensable qu'un dirigeant disposant de la totalité des pouvoirs puisse être privé de la liberté de retourner dans son pays étant en voyage officiel à l'étranger. Les Duvalier étaient prévoyants. Ils n'étaient pas seulement dictateurs, ils étaient inspirés on ne sait de qui ni de quoi. D'autres diraient qu'ils étaient des démons (Djab). Un fait certain, à aucun moment de leur présidence, ils n'ont cherché à provoquer le destin. Or, les Duvalier, en dépit de leur méfiance, de leur paranoïa reconnue à l'égard de la population, verrouillaient hermétiquement toutes les frontières d'Haïti et contrôlaient tout le territoire. Les aéroports, les ports et les frontières terrestres d'Haïti étaient sous contrôle de la dictature à travers une myriade de directeurs, tous dévoués au régime et tous ayant le statut redouté de Tontons Macoutes notoires.

Outre les Milices du régime, les tristement célèbres Tontons Macoutes, l'armée et d'autres espions infiltraient toute la société et juraient fidélité au régime, donnaient la garantie aux deux dictateurs que le pays était sûr et qu'ils n'avaient rien à craindre. En clair, ils étaient informés 24/24 heures sur tout ce qui bougeait et de tout ce qui se passait dans leur « royaume ». Pourtant, malgré toutes ces assurances, ni Papa Doc ni Baby Doc, aucun ne s'est aventuré à laisser la terre d'Haïti même pour une demi-journée d'absence. Or, voilà un Premier ministre qui était contesté depuis des mois par des manifestations sans arrêt à travers tout le pays et qui n'avait jamais prouvé qu'il était vraiment capable de contrôler ni de gérer quoi que ce soit, pas même ses ministres, croyait qu'il pouvait, comme bon lui semble, partir parcourir le monde quand il voulait et retourner au bercail quand il le souhaitait.

Ainsi, le matin du 25 février 2024, contrairement à des dirigeants qui avaient un réel contrôle du pays mais aussi une peur bleue de quitter même la capitale pour se rendre à Léogane à quelques kilomètres de Port-au-Prince n'ont jamais fait, Ariel Henry pour sa part a pris l'avion et est parti à la découverte du monde comme un vrai chef d'Etat. Grave erreur ! Cette imprudence prouve qu'il ne s'est jamais penché sur les appréhensions des Duvalier ni sur les raisons pour lesquelles, ceux-ci ne s'étaient jamais éloignés du Portail Saint Joseph ou de Léogane. Non seulement, le chef de la Transition ne l'a pas fait, il confirme aussi n'avoir pas compris ou remarqué que la donne politique aussi avait changé depuis quelques mois. Pour preuve, en pleine contestation populaire contre sa présence au pouvoir, il a décidé de se rendre d'une part à Guyana pour participer à une simple Session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté caribéenne (CARICOM) et d'autre part pour prolonger son périple jusqu'en Afrique, au Kenya, soit à des milliers de kilomètres des rives d'Haïti. Une folie !

Certes, il avait déjà tenté cette aventure à plusieurs reprises. Mais, la conjoncture n'était pas la même. Ne se méfiant de rien et ne se doutant de rien, Ariel Henry, sourire aux lèvres, assiste aux côtés du Président kenyan à Nairobi, à la signature d'un soi-disant « Mémorandum », un document qui n'a aucune valeur juridique ni constitutionnelle, dont le but serait de sceller des liens d'amitiés entre les deux peuples - haïtien et kenyan - et surtout de faciliter l'envoi sur la terre de Dessalines d'un corps expéditionnaire étranger pour aider son gouvernement à reprendre le contrôle de la situation sécuritaire. Pour celui qui occupait à ce moment-là le rôle de chef de la Transition, la vie était remplie d'espérance. Elle est belle et l'avenir est devant lui. Ariel Henry espérait même prolonger son bail à la tête d'Haïti jusqu'en 2026 puisque, quelques semaines plus tôt, il avait annoncé sans rire et pour la énième fois qu'il organiserait des élections générales fin août 2025. Et tout ceci à condition que la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) puisse être déployée sans encombre.

Du Kenya, sans se douter de rien, celui qui était encore Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Président du CSPN (Conseil Supérieur de la Police Nationale) et chef d'Etat de facto, reprend l'avion pour les Etats-Unis en vue de regagner triomphalement Port-au-Prince. Sauf qu'entretemps, la situation sociopolitique s'est détériorée sur tout le territoire. Elle ne s'était d'ailleurs jamais améliorée. Pire, elle s'est même empirée depuis le 29 février 2024. Ce jour-là, nait un nouveau mot d'ordre. Une nouvelle consigne. Une nouvelle expression : D.D N. (Deyò, Deyò Nèt). Ce néologisme va être le vecteur d'un soulèvement militaire conduit par l'ensemble des groupes armés (gangs) qui contrôlent la quasi-totalité de la capitale haïtienne et de ses périphéries. Prenant les autorités politiques et policières par surprise, certains disent une partie seulement, Jimmy Chérizier dit « *Barbecue* », le maitre d'œuvre de toute cette opération travaillant peut-être en coordination avec l'ancien chef rebelle, Guy Philippe, a décrété le siège de Port-au-Prince jusqu'à obtenir la démission du Premier ministre qui était toujours officiellement en voyage à l'étranger.







Des haïtiens protestent devant l'hôtel Courtyard d'Isla Verde, à Porto Rico contre Ariel Henry

Ce jeudi 29 février 2024, ils ont fait une démonstration de force en s'emparant d'un nombre invraisemblable de Commissariats de police et d'autres institutions républicaines. Ils avaient mené aussi un assaut sur l'aéroport international Toussaint Louverture comme un avertissement. Bilan de cette attaque sur les installations aéroportuaires : un avion cubain touché et quelques dégâts matériels. Certains, dans un premier temps, pensaient à un coup médiatique

suite à la page(15)

U.S. Imperialism, Get Out! And Take Your Presidential Council with You...



U.S. Secretary of State Anthony Blinken thanking Guyanese President Irfaan Ali for a job well-done in fronting for the U.S.-orchestrated "transitional presidential council" (CPT) in Haiti



U.S. troops deploying in Haiti in 2004 after Washington orchestrated a coup against President Jean-Bertrand Aristide



Former U.S. Ambassador to Haiti James B. Foley: ""Haiti's dysfunction is a permanent condition that continues to force itself upon the agenda of American policymakers."

by Berthony Dupont

As the French saying goes: 'Those who resemble each other, always end up flocking together."

Traditional Haitian political figures, who have flocked to the "transitional presidential council" (CPT) that U.S. Secretary of State Anthony Blinken cooked up with the aid of a few lackeys from CARICOM in Kingston, Jamaica on Mar. 11, all have the same class instincts and nurse from the same imperialist teat.

At the same time, as the Haitian saying goes, "they are just crabs in a basket," snapping at and climbing on each other, finding it easier to tear each other apart rather than to agree on any issue that concerns the nation.

Self-centered and cynical, these opportunists of the highest order are taking advantage of de facto Prime Minister Ariel Henry's fall (to which they contributed nothing) to sneak into power while trying to deal the Haitian people a low blow.

After taking part for over two years in fruitless negotiations, all under Washington's watchful eye, this pack of scoundrels is too happy to take part in imperialism's CPT charade. Having finally lost Henry, the U.S. is now simply turning to other instruments in its arsenal for controlling Haiti.

What is hidden behind this CPT is perhaps even more scandalous than we think. It is not simply the flip side of a neocolonial coin, similar to the Republican/Democrat alternation that is used to fool and distract the American people. Due to the Haitian masses' militancy, Washington has had to resort to this "collegial" formula a few times in the past four decades. In 1986 after Baby Doc's overthrow, they formed the infamous neo-Duvalierist National Council of Government (CNG), which went through several reiterations before boiling down to two murderous generals, Henri Namphy and Williams Regala.

After engineering its 2004 coup against President Jean-Bertrand Aristide, Washington came up with the "Council of Sages," of which Ariel Henry was a member. The U.S. used that Council as the camouflage to insert as de facto prime minister its preselected puppet, Gérard Latortue.

Washington can only perform this cheap card-trick once again, two decades later, due to the decay of national institutions and the decrepitude of the political life in Haiti, a fragile state which the U.S. has worked to create so it can experiment on Haiti with its Global Fragility Act. This bipartisan project, passed in 2019 under Trump's presidency, aims to establish a U.S. military base in Haiti and completely destroy our agricultural production, making us dependent on a lifeline of USAID "humanitarian aid," which is simply excess U.S. agricultural output.

Thus, we are at a crossroads, as we were a century ago in 1915 when the U.S. began its takeover of Haiti's economic and political life. Charlemagne Péralte and the Cacos, who were also characterized as "bandits," valiantly fought for Haitian sovereignty.

Today, we see new Sudre Dartiguenaves clamoring to be the new tool of the imperialists in dominating the Haitian people. This CPT, shamefully sold to the world with CARICOM as its salesman, is thus a flagrant violation of Haiti's sovereignty, and we must clearly and strongly denounce it, no matter what "pragmatic" rationalizations are dreamt up by its participants.

Washington had wanted to use proxy forces from Kenya, Benin, Chad, Bahamas, Barbados, and other "black-face" collaborators to do the initial repression (they call it "peace-keeping") and then carry out a "demonstration election" – as Edward Herman calls them – which would insert an "elected" puppet who could then sign Haiti up for Washington's Global Fragility Act.

But the Multinational Security Support (MSS) mission has not been able to get off the ground, in part due to the resistance of the masses in those other neocolonies, particularly Kenya.

So now it looks like Washington will have to once again, as it did in 1994 and 2004, lead France and Canada in the third foreign military intervention into Haiti in three decades.

On Mar. 24, compatriot Jean-Robert Cinéus tried to sail to La Gonâve but was turned back by seven U.S. Marines in a Zodiac boat which had come from U.S. Navy vessels stationed in Port-au-Prince bay.



Thousands of Haitians must take to the streets as they have in years past to fight the imperialists and the "transitional presidential council" they want to impose

Last week, SOUTHCOM's Gen. Laura Richardson stated that the Pentagon "is prepared with a broad range of contingency plans."

It also looks like the Global Fragility template is getting an early start. We have learned that former U.S. Marine John Manza has been named Executive Director of Washington's Haiti Interagency Working Group. Previously he was Assistant Secretary General for Operations at NATO and is a "Professor of Practice" at the Joint Advanced Warfighting School, better known as JAWS.

Then on Mar. 25, James B. Foley, who was the U.S. Ambassador to Haiti from 2003 to 2005, wrote an op-ed for the Washington Post which argued that, when he was ambassador, "the worst outcomes were avoided through decisive American intervention. Today's crisis might require it as well."

"In late February 2004, Port-au-Prince was falling into chaos," Foley continues. "Criminal gangs loyal to then-President Jean-Bertrand Aristide were on a rampage, even as a ragtag band of ex-military thugs led by warlord Guy Philippe pressed on the capital, seeking to topple the government... But it was only thanks to the timely arrival of about 2,000 U.S. Marines that anarchy was avoided and an interim government was established in a Haitian-run process."

Continuing with almost unthinkable arrogance, Foley concludes that "Haiti's dysfunction is a permanent condition that continues to force itself upon the agenda of American policymakers," one of the most disgusting articulations of "white man's burden" ever made.

The Haitian people must take to the streets in massive numbers to say "NO" to imperialism and its henchmen. Let us fight for the unconditional defense of Haiti's sovereignty against the U.S., Canadian, and French troops which are poised to pounce. (We published last week excellent reporting by a colleague in Martinique about war preparations happening there.)

Yes, uprooting the Haitian oligarchy and its "tools" in the political class is important but driving out imperialism is the only way we can achieve lasting peace, bread, health, and work. In short, everything we want in the interest of the popular masses.

This new occupation will first be directed against the popular movement – some of it armed – heroically resisting the social catastrophe into which the population has been plunged. This probable military intervention will target this movement, its leaders, and forces in an attempt to thwart the massive advance of popular protest against the parasitic political class which is no longer viable but which imperialism seeks to resuscitate.

Shame on all those who, instead of fighting this criminal machine, prefer to join it in crushing all attempts to organize the proletarian masses. Fanmi Lavalas, the Montana Accord, Pitit Dessalines, OPL, and EDE, to name only those, bring disgrace upon themselves. None of these parties or movements can claim to represent the aspirations of the working people, when they shamelessly pledge allegiance to humankind's greatest enemy. These opportunists will not have to wait long before the Haitian people completely reject them, just like Ariel Henry.

Currently, the urgency is the founding of a new democratic Republic by, for, and of the Haitian people. The urgency is to fight the "laboratory" that has poisoned us and which returns to the crime-scene as our savior.

Should we remain prisoners and slaves of a system that has ruined us and will not solve any of our problems? Definitely No! Any Haitian solution must be the product of the working masses themselves, not of ruling class tools working under U.S. supervision.

Fighting for national liberation is not the fight of the crabs in the Presidential Council. Rather we must organize with respect, determination, and sacrifice in order to destroy this formidable machine.

Foley ends his piece by writing: "Many are calling for Haitian-led or even Haitian-only solutions, but this is unrealistic..." Let us true Haitians show him how wrong he is.

LE MASSACR



Des véhicules des services d'urgence devant le Crocus City Hall, après la fusillade, du 22 mars 2024.



Des gens déposent des fleurs devant un mémorial de fortune devant l'hôtel de ville de Crocus à Krasnogorsk le 24 mars 2024, alors que la Russie célèbre une journée de deuil national après un massacre qui a tué plus de 130 personnes.



Dimanche, on faisait la queue dans une banlieue de Moscou pour déposer des fleurs à la mémoire des victimes sur les lieux de l'attaque. Crédit... Nanna Heitmann pour le New York Times

Par Oleg Nesterenko*

Plus personne au monde n'ignore l'événement qui a eu lieu à Moscou, le 22 mars 2024 : l'acte terroriste qui a emporté la vie de 139 victimes civils, dont trois enfants, et a fait 182 blessés, selon le dernier bilan du comité d'enquête russe.

Nul besoin de mentionner les détails de la barbarie qui a eu lieu, dont l'égorgement face à la caméra d'un blessé par balle déjà couché par terre, le tir à bout portant dans la tête d'une fillette et tant d'autres moments d'horreur pour comprendre que ce ne sont pas des êtres humains, mais des animaux sans âme, des barbares, que sont les exécutants, les organisateurs et les commanditaires de ce macabre évènement.

Le narratif Occidental

La réaction immédiate américaine désignant l'organisation terroriste « l'Etat Islamique » en tant que commanditaire, organisateur et exécutant unique du crime - et ceci sans la présentation de la moindre preuve sérieuse à l'appui - est un narratif de plus suivi en écho par l'ensemble des pays-satellites américains et introduit dans le but de manipuler l'opinion des masses.

Le narratif qui ne démontre aucune corrélation sérieuse avec l'ensemble d'éléments actuellement connus pour être considéré comme probant est une preuve directe qu'il ne s'agit que d'une déclaration politique dans le cadre de la guerre d'information globale menée par l'Occident collectif contre l'adversaire qui est la Russie.

23 ans après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis - tout n'est pas encore clair sur l'évènement en question pour l'administration américaine ; 2 ans après le sabotage des gazoducs « Nord Stream » - rien n'est clair pour l'administration américaine ; 12 heures après l'attentat de Moscou – tout est clair et définitivement certain pour la Maison Blanche.

La publication par le présumé EI d'une photo des exécutants des crimes sur fond du drapeau de l'organisation et d'une vidéo filmée par l'un des terroristes au moment du carnage (présumé, car initialement publiées en dehors des principales ressources internet de l'organisation) ne peut en aucun cas, judiciairement, faire exclure toute autre hypothèse concernant les réels commanditaires et organisateurs du crime.

Nous connaissons toute une série d'actes terroristes par le monde et des événements qui pourraient être qualifiés de tels, quand l'EI a promptement revendiqué la responsabilité. Des revendications qui se sont avérées par la suite être parfaitement mensongères.

Les exemples les plus connus des fausses revendications par l'EI ne serait-ce que pour la Russie :

- en 2017, l'EI a revendiqué une attaque terroriste contre le bâtiment du FSB dans le territoire de Khabarovsk. Il a été prouvé par la suite qu'en réalité, c'est un individu porteur de l'idéologie néo-nazie qui avait ouvert le feu sur des personnes avec une carabine qu'il avait auparavant volée dans un stand de tir ;

- la même année, « l'Etat Islamique » a également revendiqué la responsabilité d'une explosion dans un supermarché (« Perekrestok ») à Saint-Pétersbourg. En réalité, l'explosion avait été perpétrée par un hindou déséquilibré ;

- l'EI a également assumé la responsabilité dans l'explosion d'un immeuble dans la région de Moscou, sans même prendre le soin de se renseigner sur les détails de l'événement avant de publier sa revendication. Ce n'était, en réalité, qu'une explosion de gaz domestique dans un bâtiment en construction, un simple accident du chantier et il n'y avait personne à l'intérieur du bâtiment.

Contrairement au bloc des pays de l'Otan qui, dès les premières minutes de prise de connaissance de l'acte terroriste perpétré à Moscou, a fait désigner le coupable en se basant sur des éléments superficiels et en réfutant d'une manière la plus ferme toute probabilité de l'existence d'autres auteurs possibles et en déclarant haut et fort qu'en aucun cas et sous aucun prétexte les autorités ukrainiennes ne peuvent être derrière l'organisation de l'acte terroriste qui a eu lieu – les organismes compétents de la Fédération de Russie ont entamé le processus de l'investigation. Ce n'est qu'au terme dudit processus et à la condition de l'obtention des résultats appuyés par des preuves judiciairement recevables que les véritables commanditaires du crime seront désignés.

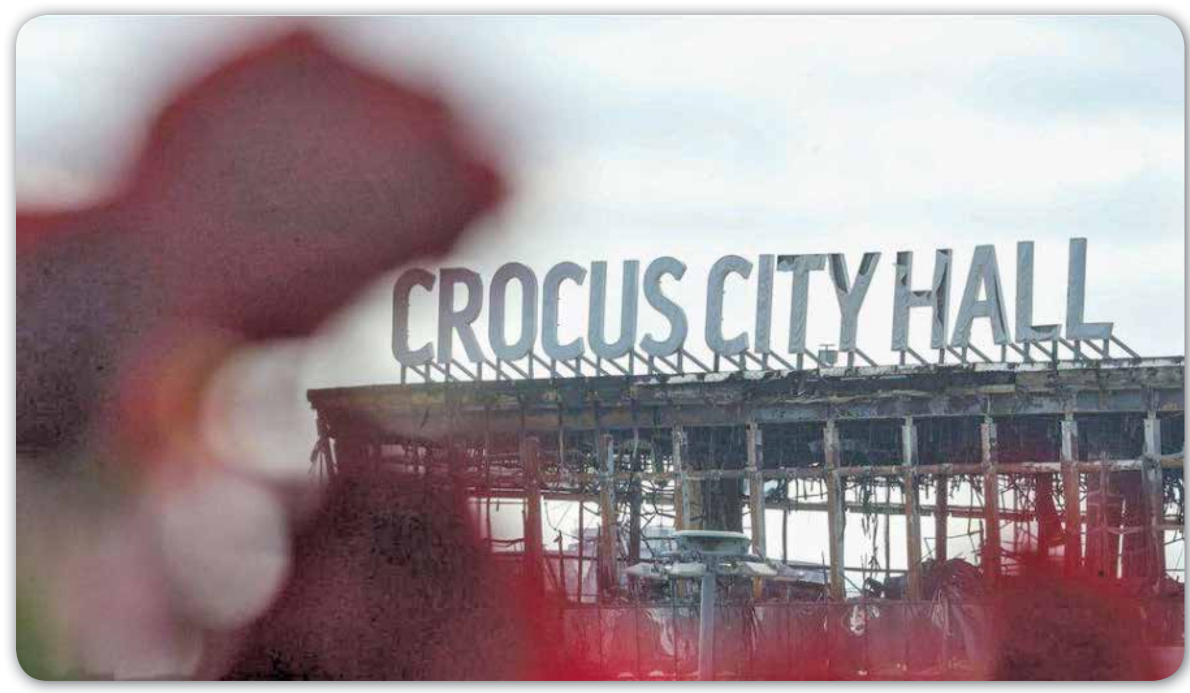
La piste ukrainienne

La mise en cause primaire des autorités ukrainiennes dans l'attentat terroriste qui a eu lieu n'est qu'une piste qui n'exclue aucune autre.

Cette piste est considérée comme probante par les autorités de Moscou et ceci pour des raisons parfaitement tangibles. Non seulement le départ des terroristes, immédiatement après l'exécution de leur acte, était vers l'Ukraine et non pas vers une autre destination, dont la traversée de la frontière russo-ukrainienne qui est une ligne de front est hautement improbable sans une préparation ultérieure et la participation dans « l'exfiltration » de la partie ukrainienne, mais en plus, toute une série d'éléments accompagnant la réalisation de l'actuel attentat terroriste paraissent être différents du modus operandi classique et connu de l'EI.

De même, les attentats qui ne peuvent être interprétés autrement que terroristes selon les lois de la guerre et le code pénal de n'importe quel pays au monde, perpétrés par les représentants des autorités de Kiev depuis 2014 et, surtout, depuis 2022 contre les populations civiles, dont plus d'une centaine de bombardements prémédités des quartiers résidentiels dépourvus de la moindre infrastructure militaire du Donbass, de la région de Belgorod et de la région de Briansk, ainsi que les assassinats et les tentatives d'assassinats contre des personnalités publiques russes avec le mode opératoire propre à des organisations terroristes - ces actes répertoriés par

E DE MOSCOU



Attaque terroriste au Crocus City Hall

les autorités judiciaires russes ne peuvent pas ne pas être prise en compte lors de l'évaluation de la « piste ukrainienne » dans les événements du 22 mars.

Les nombreuses déclarations publiques criminelles des hauts responsables ukrainiens, tels que celle de Boudanov, patron de la direction générale des renseignements du ministère de la défense de l'Ukraine : « Nous allons tuer des russes partout dans le monde » et celle de Piotr Vroublevsky, ambassadeur d'Ukraine au Kazakhstan : « Plus nous allons tuer des russes maintenant - moins nos enfants en auront à tuer à l'avenir » - n'aidons pas non plus Kiev dans ses affirmations que sa participation dans la tuerie des russes à Moscou est totalement impensable.

Les éléments sur lesquels s'appuie l'Occident collectif pour designer l'EI comme le seul et unique coupable du crime perpétré sont d'une superficialité flagrante. En mettant de côté les organisations approprièment terroristes, il est à noter que les services de renseignements de la plupart des pays ont l'action « sous faux pavillon » parmi les méthodes de mise en place et de réalisation de leurs projets.

Nulle personne raisonnable, encore moins ayant de l'expertise sur le sujet, ne peut exclure l'hypothèse qu'une partie intéressée par la réalisation d'un acte terroriste, sans pour autant s'afficher, peut aisément trouver et contacter des sympathisants de mouvances islamiques en se faisant passer pour des représentants de « l'Etat Islamique » et en les poussant à commettre des crimes. Guère besoin de mentionner la facilité avec laquelle les réels commanditaires et organisateurs, qui n'ont rien à voir avec l'EI, peuvent fournir aux exécutants un drapeau du groupe islamique et leur demander d'envoyer des photos où ils figureront sur son fond, afin d'assurer « l'alibi » des véritables auteurs. De même pour le tournage vidéo du déroulement de l'action terroriste. Les faire passer, ensuite, au « service de communication » de l'EI est la plus facile des tâches d'un tel « intermédiaire ».

La stigmatisation des musulmans

Tous ceux qui ont l'habitude de mettre les terroristes islamistes dans le même panier avec l'intégralité du monde musulman ont trouvé dans l'attentat terroriste dans la salle de concert et de spectacles « Crocus City Hall » de Moscou des éléments supplémentaires en faveur de leurs thèses.

Il est important non seulement de leur rappeler que les premières victimes des islamistes radicaux pour le monde sont les musulmans, mais également de leur apprendre qu'un des héros de « Crocus » qui a sauvé plus d'une centaine de personnes durant ce funeste événement est un musulman.

Il s'appelle Islam Halilov et ce n'est qu'un garçon de 15 ans. Un écolier ordinaire qui travaillait à temps partiel dans la garde-robe de « Crocus » et qui a fait sortir les gens du bâtiment lors de l'attaque terroriste. Durant l'attaque et les tirs qui ont suivi, au lieu de paniquer et de partir en courant, Islam a guidé les gens vers les bonnes sorties en mettant sa propre vie en danger de mort. Constatant que la foule se dirigeait vers une impasse, l'adolescent a tout pris en main et a commencé à diriger l'évacuation. Il a pu guider les gens hors du passage étroit à travers l'immeuble de bureaux jusqu'à la rue, en prenant le soin d'être le dernier du groupe guidé à quitter les lieux.

Il est à savoir également qu'un grand nombre de soldats de l'armée russe de confession musulmane a directement participé à l'interpellation des terroristes dans la forêt de la région de Briansk, limitrophe de l'Ukraine.

Par un concours de circonstances, le propriétaire de « Crocus City Hall », lieu de la tragédie, est également de confession musulmane.

Ceci est sans rappeler les faits du mois d'août 2023, quand le tristement célèbre pilote Maxime Kouzminov - un Russe ethnique - a trahi son pays et a fait assassiner son propre équipage en amenant contre de l'argent l'hélicoptère de l'armée russe du côté ukrainien. L'un des deux membres d'équipage assassiné, copilote Houchbaht Toursounov, un officier et vrai patriote de Russie, était non seulement de confession musulmane, mais en plus de la même origine que les quatre terroristes de « Crocus » - tadjik.

La Fédération de Russie est non seulement un grand pays, mais une grande nation. Nation composée de plus de 190 ethnies originaires du pays, dont près de 60 sont de confession musulmane et qui font sa grande richesse de diversité consolidée au sein d'une seule patrie commune.

Aucune action terroriste ne peut ébranler l'unité de la Fédération. L'effet escompté par les commanditaires et organisateurs de l'attentat terroriste que Moscou vient de vivre et à l'opposé de celui obtenu – la reconsolidation de la nation dans la lutte que le pays est en train de mener contre le terrorisme et l'obscurantisme sous toutes ses formes et manifestations. Les coupables seront identifiés et recevront le châtiment en adéquation avec les crimes commis.

***Président du CCIE (www.c-cie.eu)**

(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

Reconsidérer l'hostilité occidentale envers la Russie



Le Kremlin

Par Bharat Dogra*

Depuis plus d'un siècle, l'idée que la Russie (ou plus tôt l'URSS) est un pays nécessairement et inévitablement hostile (voire maléfique) s'est enracinée en Occident sans que sa rationalité n'ait jamais été expliquée en termes clairs. Cela a conduit à un grand nombre de menaces et de risques qui auraient pu être évités, ainsi qu'à des dépenses inutiles dans la course aux armements. L'idée que la Russie est un ennemi inévitable n'a jamais été ancrée dans la réalité et, compte tenu des risques persistants et croissants qu'elle comporte, elle doit être entièrement reconsidérée et les nombreux mythes et faussetés qui l'entourent doivent être démolis afin de créer un monde et une Europe plus sûrs.

Ces derniers temps, l'idée d'une Russie inévitablement hostile a été promue davantage au profit du complexe militaro-industriel et pour justifier l'existence et l'expansion de l'OTAN. Il n'y a pas eu d'explication rationnelle à cela au-delà de cette pensée étroite.

Cette idée d'une Russie inévitablement hostile remonte à la révolution communiste de 1917. Il est certain que le communisme représentait une alternative au capitalisme. Toutefois, des alternatives au capitalisme, à ses excès et à ses distorsions ont été explorées par certaines des personnes les plus nobles des pays capitalistes et, en fait, ces idées ont finalement conduit à certaines réformes importantes au sein des systèmes capitalistes, ce qui a renforcé leur force et leur longévité.

Il est également vrai que plusieurs erreurs et excès graves ont été commis en Union soviétique et que de nombreuses personnes ont dû en souffrir. Toutefois, l'Occident ne pouvait pas être hostile à l'Union soviétique pour autant, car des relations plus amicales les auraient aidés à contribuer à la correction des erreurs à un stade plus précoce et à réduire ainsi les souffrances de la population.

Au lieu d'essayer de jouer ce rôle utile de manière plus spécifique et créative, l'Occident a adopté un rôle de plus en plus hostile qui a empêché l'Union soviétique de progresser vers des systèmes plus démocratiques et a renforcé les mains de personnes plus oppressives aux tendances dictatoriales.

La tendance à traiter l'Union soviétique comme la force la plus hostile a trouvé une expression très arrogante chez Hitler, qui était prêt à engager toutes ses ressources pour vaincre l'Union soviétique d'une manière ou d'une autre. C'est la résistance très courageuse du peuple de l'Union soviétique, le pays qui a perdu le plus de personnes au cours de la Seconde Guerre mondiale, dans des conditions très défavorables, qui a le plus contribué à sauver le monde d'Hitler et du nazisme.

Même la coopération forcée de certains pays occidentaux avec l'Union soviétique dans l'objectif commun de vaincre Hitler n'a pas permis d'éliminer l'idée de considérer l'Union soviétique comme définitivement hostile, et en fait, peu après la Seconde Guerre mondiale, l'idée de larguer des bombes nucléaires sur les villes de l'Union soviétique a été sérieusement envisagée mais, heureusement, n'a pas été mise en œuvre.

Une grande opportunité d'amélioration des relations s'est présentée dans les années 1990, en particulier avec les initiatives prises par Mikhaïl Gorbatchev. Il semble que la réaction de plusieurs dirigeants occidentaux ait été encourageante dans un premier temps, mais les choses ont changé trop rapidement et il est apparu que les dirigeants occidentaux n'étaient satisfaits que des dirigeants russes qui étaient prêts à accepter un rôle de vassal et qui continueraient à faire trop de concessions aux entreprises occidentales. Lorsque, après Boris Eltsine, de nouveaux dirigeants russes ont résisté et se sont montrés plus déterminés à protéger leurs intérêts nationaux, l'idée d'une hostilité permanente à l'égard de la Russie est réapparue trop rapidement. Rétrospectivement, il est clair que même à ce stade, avec plus de sagesse, l'Occident aurait pu poursuivre ses intérêts à court et à long terme de manière beaucoup plus éclairée en s'engageant de manière plus sympathique avec la Russie et en lui accordant une place au sein de la sécurité stratégique et économique européenne qui soit conforme à sa position importante et à son amour-propre. Mais cela n'a pas été fait et au lieu de cela, violant les promesses antérieures de l'OTAN de ne pas s'étendre d'un pouce vers l'Est, une expansion implacable de l'OTAN vers l'Est a été poursuivie, ignorant les avertissements des diplomates occidentaux de haut rang selon lesquels cela conduirait inévitablement à des situations de conflit dangereuses et évitables. Ils ont identifié une dernière ligne rouge dans le contexte de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, mais lorsque cette ligne a été ignorée et que des efforts ont été entrepris en vue de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, cette ligne rouge au sujet de laquelle les hauts diplomates occidentaux avaient mis en garde a failli être franchie, ce qui a préparé le terrain pour un conflit.

Comme si tout cela ne suffisait pas, les États-Unis et la Grande-Bretagne en particulier se sont associés pour organiser un coup d'État contre un gouvernement ukrainien raisonnablement neutre en 2014, préparant ainsi le terrain pour renforcer les forces anti-russes en Ukraine, notamment les forces néonazies, et créant des conditions dans lesquelles les régimes ukrainiens étaient désormais susceptibles d'être de plus en plus hostiles à la Russie. Ces régimes ont commencé à prendre de nombreuses mesures hostiles à l'encontre des populations russophones de l'est de l'Ukraine, entraînant le meurtre de près de 14 000 d'entre elles sur une période de sept ans. Au début de l'année 2022, les forces ukrainiennes ont intensifié leurs bombardements.

C'est dans ce contexte que l'invasion russe a eu lieu, et une question qui devrait être débattue est celle de savoir dans quelle mesure l'invasion qui a eu lieu dans ce contexte reflète une agression de la part de la Russie ou de l'Occident (des États-Unis et de la Grande-Bretagne en particulier).

Avant de répondre à cette question, un autre fait doit être pris en compte : quelques semaines après le début de la guerre, la Russie et l'Ukraine ont failli négocier un accord pacifique basé sur le retrait de la Russie et la neutralité de l'Ukraine, mais cet accord a été saboté par le Royaume-Uni et les États-Unis. La plupart des articles, des documents et des articles d'opinion que j'ai lus ces derniers temps sur la guerre en Ukraine et qui ont été publiés en Occident (et j'en ai lu un certain nombre) ont une chose en commun : ils reconnaissent presque inévitablement le caractère souhaitable de l'objectif consistant à vaincre la Russie et à lui nuire, mais, étonnamment, la raison d'être de cet objectif n'est presque jamais expliquée.

La plupart des articles soutiennent l'idée d'accorder une aide militaire de plus en plus importante à l'Ukraine. L'objectif de vaincre la Russie est bien entendu très clair. Toutefois, quelques articles s'opposent également à l'octroi d'une aide militaire croissante à l'Ukraine par les pays occidentaux (ce point de vue a commencé à devenir plus fréquent ces derniers temps). Cependant, même cette deuxième catégorie d'articles admet, implicitement ou explicitement, que vaincre la Russie est bien sûr un objectif souhaitable. Néanmoins, ces articles notent, souvent avec regret, que compte tenu de la réalité des récents revers militaires importants subis par l'Ukraine, l'objectif initial consistant à utiliser l'Ukraine pour nuire à la Russie semble irréaliste ou irréalisable et que, pour cette raison, l'aide militaire à l'Ukraine devrait être interrompue. En d'autres termes, si l'Ukraine avait obtenu de meilleurs résultats sur le front, ces auteurs auraient aussi soutenu la poursuite de l'aide militaire pour atteindre l'objectif initial de vaincre ou de nuire à la Russie.

Il y a quelque chose qui cloche sérieusement dans ce quasi-consensus, large mais totalement irrationnel, sur la Russie en tant qu'ennemi permanent, dont les tentatives d'atteinte sont toujours justifiées et ne doivent être réduites que si elles n'aboutissent pas. Tant qu'elles réussissent, elles sont justifiées.

Ces sentiments irrationnels et injustifiés d'hostilité, avec tous les dangers qu'ils comportent, ont pu perdurer pendant plus d'un siècle, se transmettant de génération en génération, s'intégrant dans le système, créant toute une culture autour d'eux et acquérant une dynamique propre.

Si ce type de raisonnement a toujours été irrationnel, contraire à l'éthique et dangereux, il semble l'être encore plus aujourd'hui. L'escalade de l'aide militaire de l'Occident à l'Ukraine est passée d'armes moins destructrices à des armes de plus en plus destructrices, au personnel armé nécessaire pour les manipuler ou les guider, jusqu'à parler de plus en plus de bottes sur le terrain. D'où les craintes concernant les possibilités accrues d'un conflit direct avec la Russie, avec toutes les possibilités de destruction massive qui l'accompagnent.

Si une guerre beaucoup plus importante se déclenche peut-être en raison de déclencheurs involontaires ou accidentels dans une situation qui a été autorisée à rester inutilement hostile et dangereuse pendant longtemps, les historiens écriront qu'une guerre mondiale ou une guerre nucléaire a été provoquée par de dangereux mythes d'hostilité qui ont été stupidement autorisés à perdurer durant une longue période pour des raisons très étroites.

C'est donc le moment idéal pour l'Occident de mettre un terme à l'irrationalité extrêmement dangereuse qui consiste à considérer la Russie comme un ennemi permanent pour toujours. Un nouveau départ courageux de paix, de confiance, de coopération et d'amitié devrait être pris, ce qui profitera certainement aux populations des deux côtés et constituera un grand pas en avant pour la paix en Europe et dans le monde.

***Bharat Dogra** est un journaliste indépendant, auteur, chercheur et activiste indien. Il écrit depuis 50 ans principalement sur les questions de paix, de protection de l'environnement et de justice, écrits largement utilisés par les programmes éducatifs et les mouvements sociaux.

Il est président honoraire de la Campagne pour sauver la Terre maintenant. Parmi ses ouvrages récents figurent Protecting Earth for Children, Planet in Peril, Earth without Borders et A Day in 2071. Il a reçu 18 prix de journalisme prestigieux et plusieurs bourses.

Countercurrents 16 Mars 2024
Traduction Bernard Tornare
17 Mars 2024

De Dallas à Gaza: L'assassinat de Kennedy fut une bonne chose pour les dirigeants de l'État d'Israël



Le président John F. Kennedy

Par Rick Sterling

Le président John F. Kennedy a été assassiné il y a soixante ans [22 novembre 1963]. S'il avait vécu et obtenu un second mandat, le conflit israélo-palestinien aurait évolué différemment. La voie vers l'apartheid israélien et le génocide à Gaza aurait peut-être pu être évitée.

Au cours de son court mandat, Kennedy a considérablement modifié la politique étrangère des USA. Comme le montre le livre « *JFK and the Unspeakable : Why He Died and Why It Still Matters* » de James Douiglass, JFK a résisté à la CIA et au complexe militaro-industriel dans les politiques qu'il a définies à l'égard du tiers-monde et de l'Union soviétique. La guerre du Viêt Nam, l'assassinat du président indonésien Sukarno et l'hostilité persistante à l'égard de Cuba et de l'Union soviétique n'auraient pas eu lieu si Kennedy avait vécu et obtenu un second mandat.

Ce qui est moins connu, c'est que la politique de Kennedy s'est également opposée aux ambitions militaires et politiques de l'Israël sioniste. À l'époque, Israël n'existait que depuis treize ans. Il était encore en pleine évolution et la voie n'était pas encore tracée. La communauté internationale était résolue à trouver une solution de compromis concernant les réfugiés palestiniens de la Nakba de 1948. Lorsqu'Israël a attaqué l'Égypte et s'est emparé de la péninsule du Sinaï en 1956, l'administration Eisenhower a exigé qu'Israël se retire du territoire capturé. Israël s'est exécuté.

À cette époque, au début des années 1960, d'éminentes voix juives ont critiqué le racisme et la discrimination du gouvernement israélien. Des Israéliens comme Martin Buber ont attaqué Ben-Gourion et noté que « lors de la création de l'État, une égalité totale avec les citoyens juifs a été promise à la population arabe ». De nombreux Israéliens influents ont compris que leur sécurité et leur bien-être à long terme dépendaient de la recherche d'un règlement équitable avec la population palestinienne indigène.



John F. Kennedy rencontre des membres de l'American Jewish Committee dans le bureau ovale, avril 1962. Photo : Bibliothèque présidentielle JFK

Aux USA, la communauté juive était divisée et beaucoup étaient antisionistes. L'American Council for Judaism était influent et anti-nationaliste. Le caractère raciste et agressif d'Israël n'était pas encore gravé dans le marbre. Le soutien des Juifs américains à Israël ne l'était pas non plus. Lorsque Menachem Begin est venu aux USA en 1948, d'éminentes personnalités juives, dont Albert Einstein, l'ont dénoncé. Selon eux, Begin, qui deviendra plus tard Premier ministre d'Israël, était un "terroriste" qui prêchait "un mélange d'ultra-nationalisme, de mysticisme religieux et de supériorité raciale". De nombreux Juifs américains avaient des sentiments mitigés et ne s'identifiaient pas à Israël. D'autres soutenaient Israël, mais à condition qu'il y eût une paix avec les autochtones palestiniens.

Il existe quatre domaines clés dans lesquels la politique de Kennedy différait sensiblement de celle qui a suivi sa mort.

Kennedy n'était pas partial à l'égard d'Israël

L'administration Kennedy cherchait à établir de bonnes relations avec Israël et les pays arabes. Kennedy souhaitait étendre l'influence des USA à l'ensemble du Moyen-Orient, y compris aux pays amis de l'Union soviétique et en désaccord avec les partenaires de l'OTAN.

JFK a personnellement soutenu le nationalisme arabe et africain. En tant que sénateur, en 1957, il a critiqué l'administration Eisenhower pour avoir soutenu et envoyé des armes à la France dans sa guerre contre le mouvement d'indépendance algérien. Dans une présentation de 9 000 mots à la commission sénatoriale des Affaires étrangères, il a critiqué « l'impérialisme occidental » et a appelé les USA à soutenir l'indépendance de l'Algérie. Le président algérien Ben Bella, que la France avait tenté d'assassiner et qui était considéré comme beaucoup trop radical par de nombreux membres de l'OTAN, a reçu un accueil impressionnant à la Maison Blanche.

Kennedy a modifié les relations glaciales qu'il entretenait auparavant avec la République arabe unie (Égypte et Syrie) dirigée par Gamal Abdel Nasser. Pour la première fois, les USA ont approuvé des prêts en leur faveur. Kennedy a écrit des lettres respectueuses aux présidents arabes avant d'accueillir le Premier ministre israélien Ben Gourion à Washington. Les dirigeants arabes ont vu la différence et ont réagi avec reconnaissance. Ceux qui prétendent qu'il n'y avait pas de différence entre Kennedy et ses prédécesseurs ignorent que Nasser, Ben Bella et d'autres dirigeants nationalistes ont vu une grande différence.

En 1960, alors que Kennedy faisait campagne pour la présidence, il a pris la parole lors de la convention des sionistes d'Amérique. Il fait des remarques élogieuses sur Israël, mais exprime également le besoin d'amitié avec tous les peuples du Moyen-Orient. Il a déclaré que les USA devaient « agir rapidement et de manière décisive contre toute nation du Moyen-Orient qui attaque son voisin » et que « le Moyen-Orient a besoin d'eau, pas de guerre ; de tracteurs, pas de chars ; de pain, pas de bombes ».

Kennedy a dit franchement aux sionistes : « Je ne peux pas croire qu'Israël ait un réel désir de rester indéfiniment un État de garnison entouré de peur et de haine ». En maintenant l'objectivité et la neutralité sur le conflit israélo-arabe, Kennedy voulait éloigner les sionistes juifs des impulsions racistes, agressives et ultranationalistes qui nous ont conduits là où nous sommes aujourd'hui.

Kennedy voulait qu'Israël suive les règles

La deuxième différence dans la politique de Kennedy concerne le lobbying sioniste en faveur d'Israël. En vertu de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers (FARA), les organisations qui promeuvent un gouvernement étranger ou font pression en son nom doivent s'enregistrer et rendre compte de leurs finances et de leurs activités. Sous la direction du procureur général Robert Kennedy, le ministère de la Justice a demandé à l'American Zionist Council (AZC) de s'enregistrer en tant qu'agent d'un pays étranger. L'AZC est l'organisation mère de l'American Israel Public Affairs Council (AIPAC).

Comme cela est expliqué en détail, le 21 novembre 1962, l'assistant du procureur général leur a écrit : « La réception de ces fonds provenant des sections américaines de l'Agence juive pour Israël fait du Conseil (sioniste américain), un agent d'un mandant étranger.... l'enregistrement du Conseil est requis ».

L'émergence de l'influence politique israélienne a également été examinée par le Sénat. Sous l'égide du sénateur William Fulbright, la commission sénatoriale des Relations extérieures a tenu des auditions en mai et en août 1963. Elles ont révélé que les dons non imposables à l'United Jewish Appeal, censés servir à l'aide humanitaire en Israël, étaient renvoyés aux USA, où l'argent était utilisé à des fins de lobbying et de relations publiques israéliennes.

Les avocats de l'AZC gagnent du temps. Le 16 août 1963, un analyste du ministère de la Justice a examiné l'affaire et a conclu : « Le ministère devrait insister sur l'enregistrement immédiat du Conseil sioniste américain en vertu de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers ».

Le 11 octobre, le ministère de la Justice a demandé à l'AZC de s'enregistrer et « le ministère attend une réponse de votre part dans les 72 heures ».

Le 17 octobre, un mémorandum du ministère de la Justice rapporte que les avocats de l'AZC ont plaidé pour ne pas être obligés de s'enregistrer en tant qu'agents étrangers. Ils ont proposé de fournir les informations financières nécessaires, mais que l'enregistrement en tant qu'agent étranger « serait tellement médiatisé par le Conseil américain du judaïsme qu'il finirait par détruire le mouvement sioniste ». Comme indiqué dans cette discussion, le sionisme politique n'était pas encore dominant dans la communauté juive américaine et était activement combattu par le Conseil américain du judaïsme (American Council on Judaism) et d'autres groupes juifs.

Kennedy a soutenu les droits des Palestiniens

Une troisième différence concerne les droits des Palestiniens. Bien qu'il n'ait eu que 44 ans lorsqu'il est devenu président, Kennedy avait plus d'expérience internationale que la plupart des présidents américains. En 1939, il a passé deux semaines en Palestine. Il a décrit la situation et les difficultés dans une longue lettre à son père. Il écrivait : « *La sympathie de la population sur place semble aller aux Arabes. Non seulement parce que les Juifs ont eu, du moins certains de leurs dirigeants, une attitude malheureusement arrogante et intransigeante, mais aussi parce qu'ils ont le sentiment qu'après tout, le pays est arabe depuis quelques centaines d'années. [...] La Palestine n'appartenait pas du tout à la Grande-Bretagne* ».

Dans des commentaires qui restent d'actualité, Kennedy remarque que les résidents juifs sont divisés entre un « groupe juif fortement orthodoxe, qui ne veut faire aucun compromis » et un « élément juif libéral composé du groupe le plus jeune qui craint ces réactionnaires ». Son analyse est bienveillante à l'égard des peuples juif et arabe et aborde la difficulté mais la nécessité de trouver une solution de compromis.

Au début des années 1960, le département d'État américain n'était pas enfermé dans une acceptation ou une approbation partiale des politiques israéliennes. Les USA ont soutenu la résolution 194 des Nations unies, qui stipule (au paragraphe 11) que « *les réfugiés qui désirent rentrer dans leurs foyers et vivre en paix avec leurs voisins doivent être autorisés à le faire le plus tôt possible, et qu'une indemnité doit être payée pour les biens de ceux qui choisissent de ne pas rentrer et pour les pertes ou les dommages matériels qui, en vertu des principes du droit international ou de l'équité, doivent être réparés par les gouvernements ou les autorités responsables* ». C'est ce qu'on appelle aujourd'hui le « *droit au retour* ».

Le président John F. Kennedy, lors du dîner de remise des prix de l'Anti-Defamation League en 1963 à Washington, D.C.

Le 21 novembre 1963, la veille de l'assassinat de Kennedy, le N.Y. Times publie deux articles qui illustrent la discorde entre Washington et Tel-Aviv. Un compte-rendu depuis les Nations unies est intitulé « *Israël est en désaccord avec le groupe de l'ONU qui soutient les États-Unis sur la question des réfugiés arabes* ». Il commence ainsi : « *Une résolution des Etats-Unis appelant à la poursuite des efforts pour résoudre la situation difficile des réfugiés arabes palestiniens a été approuvée ce soir par 83 voix contre 1... Israël a émis le seul vote négatif....Le problème est centré sur une résolution de 1948 dont la section clé, le paragraphe 11, concerne l'avenir des Arabes qui ont été déplacés de leurs maisons par le conflit palestinien. Ils vivent dans les territoires limitrophes d'Israël .... Le texte révisé des États-Unis demande à la Commission de conciliation pour la Palestine de "poursuivre ses efforts pour la mise en œuvre du paragraphe 11"* ».

Le second article du NYT est intitulé « *La position des États-Unis irrite Israël* ». Il rapporte de Jérusalem que « *le Premier ministre Levi Eshkol a exprimé aujourd'hui son extrême dégoût pour la position des États-Unis dans le débat sur les réfugiés palestiniens.... La colère d'Israël a été transmise "dans les termes les plus vifs" à l'ambassadeur américain .... Le gouvernement israélien est contrarié par la résolution américaine présentée au comité politique de l'ONU et par les manœuvres américaines sur cette question* ». Israël a été irrité et s'est opposé à cette résolution parce que l'administration Kennedy essayait de résoudre le problème des réfugiés palestiniens, y compris le droit au retour.

Kennedy a tenté d'arrêter le programme nucléaire israélien

Le quatrième et plus important différend entre Kennedy et les dirigeants israéliens concernait le développement d'armes nucléaires par ces derniers.



Le corps du président John F. Kennedy repose en état dans la rotonde du Capitole américain le 25 novembre 1963, trois jours après son assassinat à Dallas.

Cette question était si secrète que des documents et des lettres essentiels n'ont été rendus publics que récemment.

Le président Kennedy était un fervent défenseur de la lutte contre la prolifération nucléaire. Après la crise des missiles de Cuba en 1962, il a réalisé à quel point il serait facile de déclencher, intentionnellement ou accidentellement, une guerre nucléaire catastrophique. Si les armes nucléaires étaient autorisées à se répandre dans un plus grand nombre de pays, les risques de catastrophe mondiale seraient d'autant plus grands. Il était également prédit que si Israël se dotait d'armes nucléaires, il deviendrait plus agressif et moins susceptible de parvenir à un accord de compromis concernant les réfugiés palestiniens.

Lorsque les services de renseignement ont indiqué qu'Israël essayait peut-être de fabriquer une arme nucléaire à Dimona en 1962, Kennedy était déterminé à découvrir si c'était vrai et, si c'était le cas, à l'arrêter. Cela a provoqué une intense confrontation diplomatique entre JFK et le Premier ministre israélien David Ben-Gourion. La preuve en a été récemment révélée dans l'échange de lettres entre le président Kennedy et le Premier ministre Ben-Gourion puis son successeur, Levi Eshkol. Elles portent toutes la mention "Top Secret" ou "Eyes Only".

Il est essentiel de voir la séquence et quelques détails pour comprendre l'intensité de cette épreuve de force. Ces communications datent toutes

suite à la page(15)

Honduras : Deux ans de gouvernement socialiste et solidaire



La première présidente de l'histoire du pays Xiomara Castro

Par Ezequiel Sánchez

La première présidente de l'histoire du pays a donné un tour drastique aux politiques néolibérales mises en place par ceux qui l'ont précédée au pouvoir.

Deux ans après l'investiture de la présidente, Xiomara Castro, le gouvernement socialiste de la compagne de Manuel « Mel» Zélaya Rosales, qui a subi le coup d'état de 2009, a donné un tour drastique aux politiques néolibérales mises en place par celui qui l'a précédée au pouvoir, Juan Orlando Hernandez, condamné il y a une semaine aux États-Unis pour avoir conspiré pour importer plus de 500 tonnes de cocaïne.

La première femme de l'histoire à prendre les rênes de la nation pillée, la seconde la plus pauvre du continent après Haïti, d'où ont commencé à fuir des caravanes de migrants quand l'absence d'opportunités, la violence, ou les difficultés climatiques ont rendu impossible de vivre dignement dans ce pays, a eu une tâche titanesque.

À la moitié de son mandat, Castro cherche à faire monter son pays de l'enfer au purgatoire, comme disait Nestor Kirchner, avec un Etat présent et le cabinet, le plus jeune d'Amérique latine, produit du mélange entre d'anciens fonctionnaires de Zelaya et ceux qui ont commencé à militer dans les rues pendant la résistance au coup d'Etat.

Subventions

Dans une situation planétaire où le monde tombe en petits morceaux, la présidente a décidé de subventionner l'essence, le gas-oil et l'électricité pour amortir l'impact de leur prix international sur le panier de la ménagère bien qu'elle ait hérité d'une économie en faillite.

C'est pourquoi il a été vital d'ouvrir des lignes de financement hors des lignes pré existantes avec le Fonds Monétaire International. L'intégration à la Banque Inter- américaine de Développement et à Caraïbes CAF et les bonnes relations avec l'Union européenne et les pays asiatiques lui a permis d'ajouter des ressources à investir dans des politiques publiques.

Au niveau géopolitique, engager des relations diplomatiques et commerciales avec la Chine (au détriment de ses relations avec Taïwan) a été, en outre, un coup pour la déjà décadente hégémonie étasunienne. Surtout si on considère que l'Amérique centrale a toujours été l'arrière-cour de Washington et le Honduras, son épicentre dans la région.

Les médias locaux et certains patrons ont poussé des cris au ciel en disant que le communisme isolerait le Honduras et freinerait n'importe quelle sorte d'investissement, mais même le Gouvernement nord-américain lui-même ne soutient pas ce discours de la guerre froide étant donné que la Chine et les États-Unis sont d'importants partenaires commerciaux l'un pour l'autre.

Justice fiscale

La véritable raison de la colère envers la présidente Castro réside dans sa volonté de faire approuver la loi de justice fiscale grâce à laquelle elle cherche à ce que ceux qui produisent le plus paient le plus. Le Honduras perd en exemption d'impôts environ 6 % de son PIB, l'un des taux les plus haut du continent, et était sur le point d'être déclaré par fiscal.

Sur le plan international, Castro a pris la présidence tournante de la Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens CELAC, du Système d'Intégration Centraméricain SICA et de la Coalition des Nations avec des Forêts Tropicales, LEAF, présidences à partir desquels elle cherche à replacer son pays dans ce qu'on appelle le concert des Nations, après que son image ait été tellement détériorée par les dénonciations fondées de trafic de drogue du Gouvernement précédent.

Renouvellement du pouvoir judiciaire

Avec le soutien de Castro, un nouveau procureur général est en train de réouvrir d'anciennes plaintes archivées et ouvre de nouvelles lignes d'investigations contre des politiciens et des patrons corrompus qui ont été responsables ou complices du pillage systématique qui s'est produit pour, entre autres fins, financer les campagnes de 2013 et 2017 du Parti National. Le renouvellement du pouvoir judiciaire a été complété par une nouvelle Cour Suprême de tendance centre-gauche : par la loi, au Honduras, la Cour et le procureur général changent tous les 5 ans.

De plus, on a cherché à nettoyer les forces de police et l'armée en mettant l'accent sur les droits de l'homme. Mais pour faire baisser les indices de criminalité, on a aussi parié sur le sport comme une forme d'inclusion sociale en investissement dans la construction et la restauration de centres sportifs sur tout le territoire.

Les infrastructures

La création d'infrastructures a été un pilier important pour créer des emplois, faire bouger la micro-économie et moderniser le pays. Jamais dans l'histoire du Honduras, on n'avait asphalté tant de routes pas seulement les artères principales, mais aussi des chemins qui, au moment des pluies étaient impraticables et isolé des communautés en rendant plus difficile aux populations de vendre leurs récoltes. En plus, on a lancé des bons d'élevage pour stimuler la production agricole dans un pays qui doit acheter des aliments.

D'autre part, on envisage de construire un train interocéanique qui connecte RAY, les ports des Caraïbes avec ceux du Pacifique pour transporter les marchandises de façon plus efficace. À cela s'ajoute la réparation des aéroports de San Pedro. Celui-là–le pôle économique du pays–de La Ceiba et de Roatán - l'île qui reçoit le plus de touristes–. Et le Gouvernement est en train de récupérer l'administration de l'aéroport de Tegucigalpa, qui était dans les mains du secteur privé et était seulement utilisé pour des vols de cabotage.

8M

En ce qui concerne les droits des femmes, on espérait fortement que la situation s'améliorerait avec le Gouvernement de Castro, bien que le Honduras soit un pays conservateur où les religions ont un poids énorme dans l'opinion publique. Le 8M passé, on a légalisé la pilule contraceptive d'urgence, interdite depuis le coup d'Etat, et ce 8M, le Congrès a approuvé la loi des « maisons-refuges » pour les survivantes de violences. Mais les députés hommes n'ont pas donné le quorum pour d'autres demandes féministes.

La présidente a affirmé que 2024 serait l'année de la santé de l'éducation, deux piliers de celui qui s'intitule lui-même, « Gouvernement socialiste et solidaire. » Au niveau sanitaire, on a annoncé la construction de 8 hôpitaux dispersés dans tout le pays. Trois d'entre sont déjà en construction et on s'attend à ce qu'ils soient inaugurés l'année prochaine. On projette aussi de créer un laboratoire de médicaments pour ne pas dépendre exclusivement des importations.

En ce qui concerne l'éducation, on a restauré beaucoup d'écoles publiques qui étaient au bord de l'abandon et on a créé un programme de bourses pour toutes les étapes de la formation. Pour encourager la présence à l'école, on a lancé une campagne d'alimentation qui couvre presque 97 % des centres éducatifs. La campagne a été reconnue internationalement dans un pays où l'absence de ressources empêche un grand nombre d'enfants d'aller à l'école.

L'avenir

Au Honduras, la réélection est interdite bien que l'ancien président trafiquant de drogue Hernandez l'ait obtenue par la fraude en 2017. Pour rendre les élections de l'année prochaine transparentes, la présidente Castro a déjà prévenu que celui qui voudrait être candidat pour son Parti Libre devrait renoncer à sa charge de fonctionnaire pour ne pas profiter de l'appareil d'État.

C'est celle qui est actuellement l'ancienne ministre des finances Rixi Moncada, une cadre qui a accompagné Zélia pendant son mandat et qui a le soutien de la famille, qui a pris cette initiative. Mais pour que la première dame présidente du pays mette l'écharpe présidentielle à une autre femme, il reste encore des mois–les élections internes auront lieu dans un an exactement–pendant lesquelles la bonne gestion du gouvernement de Castro sera la meilleure propagande possible, même si l'on ne peut pas sortir de l'enfer du jour au lendemain.

Resumen latino americano.org
16 mars 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 18 Mars 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence, le divorce du sieur Marc André Charles d'avec son épouse Myrlaine Innocent pour injures graves et publiques et abandon du toit conjugal aux torts de l'épouse prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'Etat-Civil de Taifer Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Canal Gabriel de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson Cilius, juge en audience civile, ordinaire et publique en date du dix janvier deux mille vingt-trois, en présence de Me Romain Orange substitut Commissaire de ce ressort, avec l'assistance de Me Mozart Tassy Greffier du siège.

IL EST ORDONNE... ETC...

EN FOI DE QUOI... ETC …

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le Ministère public entendu, fait droit au défaut sollicité en la forme contre la dame née Marcelène JOSEPH pour faute de comparaître aux termes de l'article 287 du code de procédure civil. Au fond reçoit l'action du sieur Jimmy VEILLARD pour être juste et fondée. Admet en conséquence le divorce des époux Jimmy VEILLARD, la femme née Marcelène JOSEPH pour injures graves et publiques aux termes de l'article 217 du code civil aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Renvoie les parties par devant l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince pour la transcription dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers, si le cas y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Ainsi Jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Dégand NICOLAS, Juge en audience civile publique et ordinaire du vendredi trente Juin deux mille vingt trois, An 219ème de l'indépendance en présence du Substitut commissaire du Gouvernement Mes Jean Claude Jean Antoine et Harry Jean Paul faisant office du Ministère public, et avec l'assistance Marie Yolande Zetrenne CADET, Greffière du siège

Il est ordonné.....etc....

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur Berthony ELVECIUS en la forme maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience précitée contre la dame née Agnès LAUREDAN. Admet en conséquence le divorce du sieur Berthony ELVECIUS d'avec son épouse Agnès LAUREDAN, pour injures graves et publiques fait prévus à l'article 217 du code civil haïtien ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé lesdits époux, aux torts de l'époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens S'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers si le cas y échet. Compense les dépens, vu la qualité partie. Commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du Présent Jugement.

Rendu de nous, Gerty LEON-ALEXIS, Juge au Tribunal de Première instance du ressort de Port-au-Prince, en la chambre du conseil audience publique et ordinaire du vendredi dix-sept Novembre deux mille vingt trois en présence du Substitut commissaire du Gouvernement, Me Jean Claude JEAN ANTOINE, faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Marie Yolande CADET ZETRENNE , Greffière du siège.

Il est Ordonne.....etc....

En foi de quoi.....etc....

Suite de la page (13)

de 1963. (Passez à la section suivante si vous souhaitez ignorer les détails décrits dans les échanges suivants, NdA).

En mars, le département d'État américain a chargé l'ambassadeur des USA d'informer le gouvernement israélien que, pour des « raisons impérieuses », *« le gouvernement américain demande l'accord du gouvernement israélien pour des visites semestrielles répétées à Dimona, peut-être en mai et en novembre, avec un accès complet à toutes les pièces et à tous les instruments de l'installation, par des scientifiques américains qualifiés »*.

Le 19 avril, le département d'État a demandé à l'ambassadeur des USA en Israël de « faire pression » pour obtenir une « réponse affirmative » à la demande antérieure d'inspections semestrielles de Dimona.

Le 26 avril, le Premier ministre israélien Ben Gourion répond au président Kennedy. Il élude la question des inspections des installations nucléaires et exprime plutôt son inquiétude face à une récente proclamation de l'Égypte, de la Syrie et de l'Irak. Il compare le président égyptien Nasser à Hitler.

Le 4 mai, JFK répond aux préoccupations de Ben Gourion et souligne l'engagement des USA en faveur d'Israël et de la paix au Moyen-Orient. Il déclare au dirigeant israélien qu'il s'inquiète beaucoup moins d'une « attaque arabe précoce » que du « développement réussi de systèmes offensifs avancés ».

Le 8 mai, une estimation spéciale des services de renseignement nationaux a conclu qu' « Israël a au moins l'intention de se mettre en position de produire un nombre limité d'armes » et que « à moins d'en être dissuadés par des pressions extérieures, [les Israéliens] tenteront de produire une arme au cours des prochaines années ». L'analyse prédit que si les Israéliens avaient la bombe, cela les « encouragerait à être plus audacieux dans leur utilisation des ressources conventionnelles, à la fois diplomatiques et militaires, dans leur confrontation avec les Arabes ».

Le 10 mai, le département d'État a envoyé un télégramme "Eyes Only Ambassador" à l'ambassadeur des USA en Israël. L'ambassadeur a été chargé de rappeler aux dirigeants israéliens qu'ils avaient déjà accepté les inspections semestrielles. Le télégramme indique également que les inquiétudes israéliennes concernant la mise au point d'une bombe nucléaire par les pays arabes « ne sont pas valables » car il n'existe rien de comparable au « programme israélien avancé ».

Les tensions entre l'administration Kennedy et Tel-Aviv ont poussé le lobby israélien à intensifier ses pressions sur la Maison Blanche. C'est ce que révèle un mémo TOP SECRET du Département d'État daté du 11 mai et intitulé « White House Concern with Arab-Israeli Matters » (préoccupations de la Maison Blanche pour les affaires israélo-arabes). Elle commence ainsi : « Ces dernières semaines, comme vous le savez, il est devenu de plus en plus évident que la Maison Blanche subit des pressions politiques internes de plus en plus fortes pour qu'elle adopte une politique étrangère au Proche-Orient plus conforme aux désirs d'Israël. Les Israéliens sont déterminés à utiliser la période qui les sépare de l'élection présidentielle de 1964 pour obtenir des relations plus étroites et plus sécuritaires avec les États-Unis, notamment par le biais d'une garantie de sécurité publique et de relations plus froides et plus antagonistes entre les États-Unis et la RAU [République arabe unie] ». Cette note fascinante montre l'influence d'Israël sur la politique étrangère et électorale des USA. Elle montre également les efforts de Kennedy pour atténuer cette influence tout en restant ferme sur l'arrêt de la prolifération nucléaire.

Le 12 mai 1963, Ben Gourion écrit une autre longue lettre au président Kennedy. Se soustrayant une nouvelle fois à la demande des USA, Ben Gourion déforme l'histoire, affirmant notamment que les réfugiés palestiniens ont quitté la Palestine « à la demande des dirigeants arabes" » Il compare à nouveau Nasser à Hitler et évoque le danger d'un nouvel Holocauste. Il déclare : « Monsieur le Président, mon peuple a le droit d'exister… et cette existence est en danger ».

Le 19 mai, Kennedy a répondu à Ben Gourion en soulignant l'importance qu'il accordait au fait de ne pas permettre la dissémination d'armes nucléaires. « Nous sommes préoccupés par les effets inquiétants pour la stabilité mondiale qui accompagneraient le développement d'une capacité d'armement nucléaire par Israël ». Kennedy souligne le « profond attachement à la sécurité d'Israël » mais déclare que cet attachement et ce soutien « seraient sérieusement compromis » si les USA n'étaient pas en mesure d'obtenir des informations fiables sur « les efforts d'Israël dans le domaine nucléaire ».

Le 27 mai, Ben Gourion répond à Kennedy en affirmant que le réacteur nucléaire de Dimona « sera consacré exclusivement à des fins pacifiques ». Il répond à la demande de Kennedy de visites semestrielles à partir de juin en suggérant des visites annuelles « comme celles qui ont déjà eu lieu » à partir de la fin de l'année. Cette condition est importante car la précédente « visite » à Dimona était limitée dans le temps et dans

suite à la page(19)

Suite de la page (8)

de « *Barbecue* » et ses alliés réunis sous le label « *Vivre Ensemble* ». D'autres pensaient que les choses allaient vite revenir à la normale, en tout cas, en ce qui concerne l'aéroport. En apprenant la nouvelle depuis l'extérieur, certainement Ariel Henry a rigolé, bien que le neurochirurgien ne soit pas réputé pour être quelqu'un de très détendu. Mais, quelques heures plus tard, Jimmy Chérizier, annonçait la couleur. Cette attaque n'est pas un acte isolé ni anodin prévient celui qui s'est présenté comme étant le porte-parole de l'ensemble des groupes armés de la capitale, voire du pays.

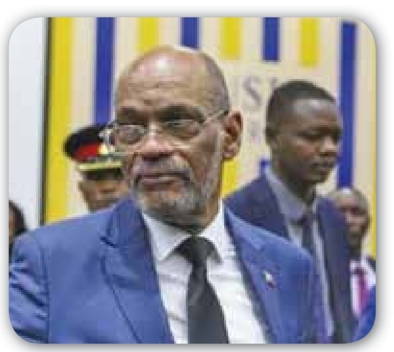
Au nom du mouvement « *Vivre Ensemble* », il revendique l'attaque de l'aéroport international et celui de l'aérogare Guy Malary tout proche. Il annonce que cette attaque a pour but exclusivement d'empêcher le retour d'Ariel Henry en Haïti et que Toussaint Louverture demeurait une cible de guerre tant que Ariel Henry s'obstinerait à garder le pouvoir. Afin de démontrer que l'aéroport devienne une cible privilégiée pour ses hommes armés jusqu'aux dents, la zone s'est transformée en champ de guerre. « *Barbecue* » ne bluffe pas ! Le Commissariat de police dudit aéroport a été très rapidement pris par les gangs qui ne cessent de harceler les rares employés fréquentant encore l'institution. Sans compter les aéronefs qui ne peuvent ni décoller ni atterrir sans se mettre en danger eux aussi.

Devant leurs actions répétées contre les installations aéroportuaires et de tirs nourris en permanence, les autorités de l'Aviation civile haïtienne se sont rendues à l'évidence : il faut fermer purement et simplement l'aéroport afin de ne pas mettre en danger la vie des employés et des usagers. Finalement, de New-York où il faisait escale, Ariel Henry apprend la nouvelle de la fermeture de l'aéroport de Port-au-Prince. A ce moment, il commence à s'inquiéter non pas pour son pouvoir mais pour son retour dans l'immédiat. Et pour cause. Il demeure persuadé qu'il reste un dernier atout : la Communauté internationale, notamment les Etats-Unis et le Core Group qui l'avaient placé à la tête de la Transition au détriment de Claude Joseph après l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021.

Loin du pays, Ariel Henry n'appréhende toujours pas vraiment l'état d'esprit de la population, ni le complot qui se trame contre lui par la plupart de ses propres alliés politiques et de Washington comprenant que la messe est dite. Pire, il ne connaît pas toute la vérité sur ce qui se passe sur l'ensemble du territoire. En effet, c'est tout le pays qui l'a déclaré « *Persona non grata* ». Dans le Nord, la population se relaie jour et nuit devant l'aéroport du Cap-Haïtien. Idem à Jacmel, Cayes et à Jérémie, où la population se mobilise devant les aérogares. « Ariel, on n'en veut plus » crient les habitants de ces régions. Or, ses ministres, en tout cas Michel Patrick Boisvert, ministre de l'Economie et des Finances qui assure l'intérim en son absence, se garde de tout lui dire. Celui-ci, en fait, joue non seulement son avenir, mais il essaie de retourner la situation à son avantage. Michel Patrick Boisvert espérait succéder à Ariel Henry, alors il tentait de jouer sur tous les tableaux.

De son refuge où il se terrait, il tentait de négocier avec tout le monde dans la mesure où étant sur place, il a compris que tout était fini pour l'ancien étudiant en médecine de la Faculté de Montpellier, en France. Le ministre de l'Économie et des Finances pensait qu'il avait une carte à jouer, plus la situation devenue incontrôlable et surtout plus les jours passaient pour un Ariel Henry bloqué à New-York. Michel Patrick Boisvert demeurait convaincu qu'il avait une chance. Comprenant que la fermeture de l'aéroport Toussaint Louverture risquait de durer, dans un premier temps, Ariel Henry et quelques ministres qui l'accompagnaient dans sa tournée caribéenne et africaine avaient envisagé plusieurs scénarios pour regagner Haïti. Tout abord, il sollicite auprès du gouvernement américain un avion militaire pour le ramener à Port-au-Prince. De guerre lasse, cela lui a été sagement refusé. Les autorités américaines ont compris que pour Ariel Henry, il était temps de passer à autre chose.

Mais, celui-ci ne s'avoue pas vaincu. En absence d'avions commerciaux et après le refus catégorique de



Le Premier ministre Ariel Henry, bloqué à l'étranger pour être ensuite destitué…

ses amis de Washington, il ne reste qu'une seule option pour ce « Roi » sans royaume qui bute sur ce fameux D.D.N « Dehors, dehors pour toujours ». Alors, il décide de rentrer par ses propres moyens. Ainsi, le futur ex-Premier ministre décide d'affréter un aéronef pouvant contenir 14 personnes. Après plus d'une semaine à New-York en train de tourner en rond dans une chambre d'hôtel, Ariel Henry et ses collaborateurs embarquent le mardi 5 mars 2024 dans un petit aéroport de New Jersey à destination de Port-au-Prince. Comme le journal *Haïti Liberté* de la semaine du 6 au 12 mars 2024 l'a rapporté, après avoir décollé à 11h06 de Teterboro et après environs 3 heures de vol, l'appareil avait entamé sa descente au-dessus de la République dominicaine.

Il passe de 35000 à 25000 à pieds dans l'espace aérien de ce pays. Mais là, coup de théâtre. Brusquement, le pilote reprend de l'altitude et fait demi-tour, direction aéroport international Luis Munoz Marin San Juan, à Porto Rico. Que se passe-t-il ? Problèmes techniques ? Ariel Henry a-t-il peur d'atterrir en Haïti ? A-t-il démissionné ? C'est la panique à bord du Jet. En fait, rien de tout cela. Première humiliation pour celui qui était toujours Premier ministre haïtien et chef de la Transition. Le Président Luis Abinader, pourtant allié d'Ariel Henry, certainement à la demande des autorités américaines, vient de lui fermer l'espace aérien de son pays. L'avion transportant l'officiel haïtien n'est pas autorisé à traverser l'espace aérien de ce pays sous prétexte que l'Aviation civile dominicaine n'avait pas reçu le Plan de vol réglementaire en la matière. L'on se moque du monde. L'affaire ne s'arrête pas là.

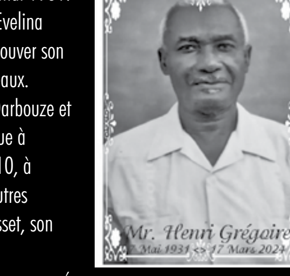
Ariel Henry est informé par le pilote qu'il n'est pas autorisé à retourner aux Etats-Unis, mais sur l'île Caraïbes de Porto Rico. C'est à ce moment qu'Ariel Henry a compris qu'il était tombé dans un piège et qu'il ne retournerait pas en Haïti en tant que Premier ministre en exercice. C'est un fait sans précédent dans l'histoire d'Haïti. Ce coup dit D.D.N *« Dehors, dehors pour toujours »* s'est révélé être plus efficace que toutes les manifestations et mobilisations ayant eu lieu durant les 3 années de pouvoir de Ariel Henry et ses alliés. Il n'avait pas suivi les préceptes de son lointain collègue médecin et camarade politique, Dr François Duvalier qui disait : qui veut garder longtemps son pouvoir en Haïti ne doit jamais s'aventurer au-delà du Pont Rouge. A Porto Rico, Ariel Henry va d'humiliation en humiliation ! Arrivé à San Juan, il est immédiatement placé sous la surveillance des agents du FBI qui ne le quittent plus. Certains à Port-au-Prince disent qu'il est prisonnier de l'Oncle Sam. Logé dans un premier temps à l'hôtel Courtyard d'Isla Verde, les autorités américaines ont dû vite le délocaliser pour le placer dans un autre endroit tenu secret.

La raison ! La communauté haïtienne de San Juan avait décidé de camper en permanence devant l'hôtel jusqu'à ce qu'il démissionne. Prise de panique, inquiète pour la réputation de l'hôtel et les conséquences économiques que la présence de celui qui est devenu indésirable dans son pays pouvait engendrer, la direction de l'hôtel a exigé qu'il s'en aille loin, très loin afin de ramener la tranquillité dans les parages. Mis en quarantaine sur une terre étrangère et coupé des affaires haïtiennes malgré lui, Washington a fini par obtenir sa démission le lundi 11 mars 2024 comme Jimmy Chérizier alias « *Barbecue* » l'avait exigé au nom de ses camarades de « *Vivre Ensemble* » qui avaient pris le relais après la série de manifestation tenue par la population depuis le mois de février 2024. Ainsi, l'opération DDN a réussi son pari qui consistait non seulement à mettre fin au pouvoir d'Ariel Henry mais aussi à le garder loin de la terre d'Haïti pendant un certain temps.

Surtout on avait appris, au cours de cette même semaine, après la République dominicaine avec la complicité de Washington qui lui avait interdit l'accès à son territoire, que le gouvernement de la petite île Turks and Caïcos dans les Caraïbes avait pris la même décision à travers la Direction de l'immigration de ce confetti Britannique d'interdire à toutes compagnies aériennes internationales, en vertu de l'article 92-2 de l'ordonnance sur l'immigration du 13 avril, de transporter M. Ariel Henry, citoyen haïtien né le 6 novembre 1949 vers ce territoire. Une décision confirmant le statut d'exilé de l'ancien Premier ministre pour une durée déterminée, c'est-à-dire le temps que les Etats-Unis via son exécutant la CARICOM et les protagonistes haïtiens de la crise se mettent d'accord sur ce qu'ils appellent un Conseil Présidentiel de Transition (CPT), de 9 membres et l'installation à Port-au-Prince d'un nouveau gouvernement d'Union nationale. Confirmant ainsi le nouveau néologisme dans le dictionnaire du créole haïtien. D.D.N (Deyò, Deyò Nèt)!

C.C

UN GÉANT CÔTELAIS EST TOMBÉ



Henry Grégoire était né à Torbeck, dans le Sud du pays, le 7 mai 1931. Il était le fils de M. Nicodème Stanislas Grégoire et de Mme Evelina Eveillard. A la mort de sa mère, dès le jeune âge, il a été retrouver son père, un notaire de renom et très respecté de la ville des Coteaux.

Le 29 décembre 1960 il épousa, à Port-Salut, Mlle Pauline Darbouze et ils ont donné naissance à Nicole de regretté mémoire, disparue à Port-au-Prince lors du tremblement de terre le 12 janvier 2010, à Eveline, Ginette, Paul-Harry, Joelle et Brigitte. Henri a eu d'autres enfants dont le plus connu est l'avocat, Maitre Ermantin Moisset, son frère jumeau Vajalbert Moisset décédé.

M. Henry Grégoire plus connu sous le nom de Professeur Henry, a passé sa vie à former, enseigner et éduquer nos jeunes dans plusieurs écoles tant qu'à Port au-Prince qu'aux Coteaux. Il était Le Côtelais par excellence et aimait beaucoup sa famille, sa ville Les Coteaux, sa bicyclette, son fusil de chasse. Il était l'Organiste de notre Eglise St-Pierre et St-Paul pour les messes après la retraite de son Père ; Il était le maestro et le trompettiste du groupe musical « Les Gaies-Lurons des Coteaux » qui a fait danser les amants de la danse. Membre de tous les groupes de la zone ayant pour objectif le développement et l'avancement de l'arrondissement des Coteaux, le Professeur Henry était pour tous les Côtelais l'homme de référence et la bibliothèque ambulante où se trouvaient les documents historiques de la ville des Coteaux qu'il partageait sans retenue et sans marchandage avec tous les jeunes. On ne saurait oublier la fougue avec laquelle il s'était battu, avec le feu Michel Bonaney, afin que Coteaux puisse conserver son titre de Chef-Lieu d'Arrondissement. Titre qu'il détient encore jusqu'à présent.

Après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, où Nicole, sa fille ainée fut l'une des victimes de cette terrible tragédie, le professeur Henry décida de retourner vivre à Coteaux. Pendant ces 14 années, il continua à enseigner à l'école Saint Paul des Coteaux (CREFWA). Il était aussi le Directeur de musique pour un groupe de jeunes de la zone.

A son départ pour le grand orient, le 17 mars dernier, le professeur Henry va laisser un vide certain dans la communauté côtelaise et dans sa famille en particulier. En cette pénible circonstance, nous Côtelais présentons nos sincères condoléances à sa femme Mme Marie Rose Pauline Darbouze Grégoire et nous lui souhaitons beaucoup de courage pour surmonter cette épreuve après 63 ans de vie commune. Nos sympathies vont également à ses enfants : Evelyne Grégoire Princivil et son époux Jean Dickens Princivil, Ginette Grégoire Isidore, Paul Harry Grégoire et sa femme Norah Grégoire née Trouillot, Joelle Grégoire et son partenaire Marion Jérôme, Anne Brigite Grégoire Jocelyn et son époux Yves Jocelyn, Ermantin Moisset, M. Mme Pierre Henry Beaulieu et famille. Nous adressons également nos mots de sympathies à sa sœur et filleule Socrat Grégoire Anténor, sa belle-sœur Suze Théronier Grégoire, sa filleule Pauline Philippeau St-Omer et famille. On ne saurait oublier ses 16 petits-enfants et 2 arrière-petits-enfants.

Nous adressons nos sincères condoléances à ses neveux et nièces Destin Delerme et famille, Ludgé Delerme et famille, Juliette Delerme et famille, Wesley Delerme et famille, Ritza Carmelle Gustave-Edouard et famille, Gréta Gustave-Rico et famille, Hervé Grégoire, Josiane Grégoire et famille, ses cousins et cousines, Emma Ducrépin Solon et famille, Rigaud Ducrépin et famille, sa protégée Gerthy Mazile.

Après les funérailles du Professeur Henry qui ont été chantées à Port-au-Prince le samedi 23 mars 2024, nous espérons et nous attendons impatiemment de recevoir un jour ses restes qui seront transférés dans sa ville qu'il a toujours aimée et chérie.

« Coteaux n'oubliera jamais ce Grand Géant que fut Henri Grégoire »

« PAIX A SON AME »

Suite de la page (7)

de l'État haïtien ? Quels sont les principaux acteurs politiques progressistes ou de gauche qui peuvent promouvoir un projet révolutionnaire et populaire contre le statut néocolonial d'Haïti ?

LR : Le système politique haïtien a ses particularités, ancrées bien sûr dans la singularité de la formation sociale haïtienne, absolument incomparable avec les autres, même dans la région elle-même, étant donné que la Révolution de 1804 a fondamentalement divisé l'histoire en deux et construit une société sui generis, la première était composée d'anciens esclaves et d'anciens travailleurs du système des plantations, puis sa configuration étatique, sa société a des caractéristiques vraiment très particulières qui mettraient beaucoup de temps à se développer ici. Il existe une série de problèmes structurels, généralement évidents et assez répétés, liés à certains des indices socio-économiques les plus défavorables de tout l'hémisphère, en termes de pauvreté, en termes d'inégalités, en termes de faim et d'insécurité alimentaire. , et de précarité et aussi d'exode rural et d'exode des jeunes avec une grande diaspora qui se trouve dans différentes parties de l'hémisphère et qui se déplace également à travers le monde. Nous avons là une série d'acteurs politiques très divers. Je dois dire que la tradition politique haïtienne a généralement été majoritairement paysanne, ses grands mouvements révolutionnaires ont pris leur origine dans les zones rurales jusqu'aux déplacements massifs survenus dans les années 1980. la ville, ils généraient de nouveaux sujets sociaux, des jeunes précaires, sans attentes et très proches des périphéries urbaines, peut-être un sujet plus similaire à celui que nous connaissons dans d'autres grandes villes du continent, qui commençaient à jouer un rôle de plus en plus politique. . . remarquable. Nous avons des mouvements sociaux très massifs, comme je vous l'ai dit, le plus important c'est qu'ils continuent à être dans les campagnes, mais il y a une énorme capacité de mobilisation urbaine qui est peut-être moins organique et moins structurée en organisations politiques stables. Le système des partis est un système très faible, très fragmenté, très pulvérisé, il existe des dizaines ou des centaines de partis avec une très petite capacité de mobilisation et qui gravitent essentiellement autour de petites personnalités, de directions ou de systèmes prébendaires. Le rôle général de ces partis politiques n'a pas été très important, du moins au cours des dernières décennies.

YN : Compte tenu de la récente démission du Premier ministre par intérim Ariel Henry (Inite), continue-t-on le cycle ouvert après l'assassinat du Président Jovenel Moïse en 2021 ? Ou est-ce la continuité d'une période plus longue ouverte avec l'intervention militaire de 2004 ?

LR : Nous vivons un grand cycle historique, qui a commencé avec le renversement de Jean-Bertrand Aristide, premier président du cycle progressiste latino-américain, ancien prêtre de théologie de la libération, élu deux fois président, n'est pas reconnu, car il devrait être. et renversé à deux reprises par les forces militaires, avec le soutien financier et logistique de la France, du Canada et des États-Unis. Depuis lors, depuis les dernières élections légitimes et transparentes organisées au début des années 1990, Haïti n'a connu aucune sorte d'élections démocratiques et a plutôt subi toutes les formes imaginables d'intervention impériale. D'abord, ces coups d'État militaires dans un format peut-être un peu plus classique, plus proche du format des coups d'État qui ont gouverné ici lors du Plan Condor, puis Haïti a subi une série de mécanismes de guerre économique pilotés fondamentalement par le Fonds Monétaire International, qui avant tout Ils ont cherché et réussi à détruire les derniers vestiges de la capacité productive du pays, surtout sa capacité de production agricole et agroalimentaire. Puis nous avons eu aussi le cycle des interventions internationales, Haïti a été occupé par 12 missions internationales de 1992 à ce jour, des missions de toutes sortes, de nature policière civile et militaire, évidemment la plus connue et la plus infâme était la MINUSTAH qui a occupé le Pays. entre 2004 et 2017, mais il y en a eu bien d'autres. Lorsque ce cycle d'intervention internationale s'est également terminé, il a été gravement délégitimé par les crimes de la MINUSTAH, nous voyons l'engagement de paramilitariser le pays sur la base de modèles que nous connaissons déjà bien en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ainsi, au cours des 5 dernières années, l'infiltration a commencé, nous l'avons étudiée et vérifiée auprès d'anciens marines et tueurs à gages d'origine nord-américaine, qui équipaient, finançaient et entraînaient essentiellement des groupes criminels locaux jusqu'alors très faibles, qui ont conquis le pouvoir en termes de capacité opérationnelle. , en structure et qui se sont même fédérés, constituant d'authentiques relations de gangs, qui contrôlent aujourd'hui une bonne partie de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Par conséquent, je crois que nous continuons dans ce cycle ouvert, avec des coups d'État et des interventions militaires et il convient de souligner que nous n'avons pas eu d'élections en Haïti depuis 2016, qu'il n'y a aucun type d'autorité légitimement constituée, même l'ancien président Jovenel Moïse a été assassiné, mais à une époque où il était déjà président de facto.

YN : Le meurtre de Moïse nous a tous choqués, des sociétés paramilitaires basées aux États-Unis ainsi que des paramilitaires colombiens étaient derrière les événements, mais le traitement par les médias était, à mon avis, insultant, ils l'ont présenté comme un phénomène de « violence normalisée ». " ", comme quelque chose de quasi "culturel", si je puis utiliser l'expression. Y a-t-il encore du racisme et une perspective coloniale lorsqu'on essaie de parler d'Haïti ? Est-ce une stratégie visant à déposséder ou à rendre invisible la résistance, agence des mouvements sociaux et populaires haïtiens, pour ensuite justifier les invasions au niveau international ?

LR : Pour ma part, j'ai dû travailler avec les médias internationaux et je continue de le faire en lien étroit avec la situation haïtienne, et oui, je peux affirmer que les représentations du pays qui sont typiques dans la grande presse internationale, dans la presse conservatrice Dans les secteurs politiques et parfois non seulement dans les conservateurs, ou dans les ONG de l'Académie, il continue d'y avoir une vision profondément stéréotypée, coloniale et raciste, qui considère que les maux de la population haïtienne sont liés à une sorte d'« incapacité génétique » à se gouverner elle-même. . En fait, ces derniers jours, nous avons vu circuler une série de fausses nouvelles, soigneusement orchestrées, pour justifier un nouveau cycle d'intervention, qui montraient de prétendus cannibales haïtiens mangeant de la chair humaine, des vidéos testées et prouvées fausses, qui sont mobilisées essentiellement parce qu'il y a une croyance profondément enracinée qui conçoit ce type de comportement comme au moins plausible dans la population haïtienne. C'est vraiment dommage, car ce type de considérations conduit à rendre visible, non seulement une histoire de lutte exemplaire, qui a laissé un héritage universel avec ce que fut la Révolution haïtienne, mais aussi une série de générations d'écrivains, de poètes, de musiciens et d'intellectuels comme ceux que le pays a donnés qui sont très extraordinaires et méritent d'être connus.

YN : Que pensez-vous du phénomène du gangstérisme en Haïti ? Est-ce un phénomène récent ou fait-il partie du système politique lui-même ?

LR : Eh bien, la question des gangs, des bandes armées ou des groupes paramilitaires, selon la manière dont on les appelle, est aujourd'hui un débat très pressant dans le pays et même au niveau international. Au moins, je maintiens que ce que nous vivons est un crime politiquement organisé, que nous ne trouvons pas de phénomènes criminels simplement sauvages, spontanés, car si l'on regarde l'histoire récente du pays, malgré le fait qu'il ait une situation socio-économique très défavorable des indices et des taux d'inégalités très élevés, élevés, Haïti il y a quelques années encore et sa capitale Port-au-Prince, étaient des endroits relativement sûrs avec une faible criminalité, si on le compare, par exemple, avec les grandes capitales latino-américaines comme Sao Paulo , Rio de Janeiro, Lima ou tout autre que l'on puisse citer. Ce crime a une intention sociale, une coexistence très étroite entre le parti gouvernemental PHTK, l'État haïtien, et ces groupes criminels, et comme je l'ai mentionné, l'infiltration de paramilitaires qui sont allés renforcer ces groupes, qui ont eu une fonction très politique. spécifique. J'ai par exemple pu interroger des habitants de Bel-Air, un quartier où a été commis l'un des massacres les plus emblématiques perpétrés par ces groupes criminels, dans un contexte de mobilisations massives et avec un modus operandi qui ne correspondent à un groupe criminel normal, en gros ce que les habitants du quartier nous ont dit c'est que lorsqu'il y avait des mobilisations appelées au Palais National, ces groupes criminels débarquaient dans les quartiers populaires, les bloquaient, empêchaient les gens d'entrer et de sortir et tiraient sur les gens . . à toute personne qui violerait ces réglementations imposées. Sa fonction claire et évidente était donc d'empêcher une mobilisation sociale massive. Evidemment le phénomène paramilitaire est un phénomène très complexe, il s'est déjà produit dans d'autres endroits d'Amérique Latine et des Caraïbes, ces groupes armés équipés de l'extérieur, par la classe politique, gagnent alors bien sûr en capacité opérationnelle et gagnent aussi en autonomie politique Par conséquent, il peut même arriver qu'ils se retournent contre leurs propres créateurs, nous parlons alors de secteurs aux intérêts obscurs, dont le comportement est en réalité très difficile à cartographier ou à prévoir.

YN : La principale contradiction en Haïti peut-elle se réduire à un conflit d'acteurs, entre les gangs, le gouvernement et une éventuelle intervention militaire ? Ou s'agit-il d'un problème de contradictions dans un modèle clientéliste, néolibéral et néocolonisé, soutenu par des agents impériaux comme les États-Unis, le Canada et la France ?

LR : Je pense que ce qui se passe actuellement, c'est que le phénomène paramilitaire échappe d'une manière ou d'une autre au contrôle de ses propres créateurs. Il y a une tentative de normaliser, même si elle est apparente ou forcée, la situation dans le pays. Gardons à l'esprit que les États-Unis sont en campagne électorale, qu'aux États-Unis il y a une communauté importante non seulement haïtienne mais aussi caribéenne et que ce qui se passe influence fondamentalement les administrations nord-américaines. Ils savent, et c'est de notoriété publique, que tout ce qui s'est passé en Haïti au cours des 30 dernières années est lié au Département d'État américain. Ainsi, dans ce contexte, des voix s'élèvent à nouveau en faveur d'une nouvelle intervention militaire. En fait, on sait que Joe Biden a d'abord tenté de construire une sorte de MINUSTAH 2.0, et qu'il a même appelé à nouveau le Brésil et le président Lula da Silva pour que son pays exerce le commandement militaire de cette nouvelle mission. Le Brésil et d'autres pays d'Amérique latine ont refusé de commettre cette erreur, alors les États-Unis ont commencé à chercher d'autres partenaires et alliés qui leur permettraient d'une manière ou d'une autre d'externaliser cette occupation et de socialiser les coûts, plus qu'économiques, politiques et opérationnels, du déploiement d'une force d'analyse avec un bilan aussi imparfait que celui de la MINUSTAH elle-même. Dans ce contexte, si un pays comme le Kenya ou un pays comme le Salvador acceptait d'envoyer des troupes en Haïti, la direction politique de cette organisation continuerait d'être sous les ordres du Département d'État et serait une mission externalisée des États-Unis eux-mêmes. . Je pense qu'il y a des organisations qui, historiquement, ont joué un rôle peut-être un peu plus progressiste par rapport à Haïti, comme c'est le cas de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), mais je pense que malheureusement, ces derniers temps, elles ont peut-être été préoccupées par les nouvelles vagues de migration qui pourraient survenir. Dans leur propre pays, ils jouent aujourd'hui un rôle beaucoup plus complexe, beaucoup plus ambivalent, voire conservateur, au point de proposer d'envoyer des troupes caribéennes pour intervenir en Haïti. Je dois dire que cela a été soutenu même par des analystes et des juristes du Kenya même, que ni le Kenya ni d'autres pays comme le Salvador n'ont la capacité, ni les troupes entraînées pour affronter des gangs lourdement armés, sur un territoire hostile, dans un pays et sous une culture qu'il ne connaît pas. Même un juriste kenyan a dit très justement : pourquoi réussirions-nous là où des pays comme la France, les États-Unis, le Canada et le Brésil ont échoué, des pays qui sont plus puissants, plus pertinents politiquement et dont les forces armées et les forces de police sont beaucoup plus entraînées que les nôtres ? Donc je pense que c'est très interventionniste, ça a déjà échoué et ça va vraiment revenir, pourquoi réessayer ?

YN : Et pour conclure cette longue interview, quel avenir réserve le nouveau Conseil de transition, promu par ceux-là mêmes qui ont pillé le pays ? Que peut-on attendre de la résistance haïtienne 220 ans après sa Révolution ?

LR : Enfin, je crois que si cette mission n'était pas réalisée, en raison de la résistance interne des États-Unis eux-mêmes, ou des pays qui ont proposé d'envoyer des troupes à ce moment-là, ou encore en raison des protestations de la mobilisation haïtienne, Fondamentalement, nous avons des mobilisations contre la possibilité d'une nouvelle invasion, je pense que l'autre pari possible est de former à nouveau une sorte de gouvernement de transition permanent, obtenu grâce à des accords entre petits dirigeants politiques et sans aucun type de soutien. Comme je l'ai mentionné, Haïti n'a pas eu d'élections depuis 2016, il n'a pas de pouvoir exécutif, son parlement a fermé en 2020 et ses principales cours de justice sont intervenues. À mon avis, la seule solution à ce drame est politique et il n'y a aucun moyen de construire la légitimité élémentaire de l'État haïtien qui permet une lutte efficace contre les bandes armées si des élections ne sont pas organisées au préalable et l'élection d'une autorité légitime, ou du moins d'un gouvernement de coalition véritablement représentatif de tous les secteurs populaires du pays et pas seulement de la part de certains grands hommes d'affaires et intérêts américains, français et canadiens.

Rebelión 18 mars 2024

Maroc : Création d'un syndicat minier pour défendre les intérêts des travailleurs



Le nouveau syndicat minier du Maroc

C'est sous le slogan *« Renforcer l'action syndicale dans le secteur minier pour défendre la classe ouvrière minière et obtenir un accord qui garantisse les droits et les avantages des mineurs »*, que l'Union nationale des mineurs du Maroc (UMT) a tenu son congrès fondateur ce 1er mars.

Le nouveau syndicat est issu d'un programme de coopération entre IndustriALL et l'UMT sur le renforcement et l'établissement de structures syndicales sectorielles dans le domaine industriel. Deux nouveaux syndicats sectoriels dans la métallurgie et le textile avaient ainsi été créés en 2022.

Le congrès a élu 51 membres au Comité administratif et 24 membres au Bureau national du syndicat. Daoud Kalla a été élu Secrétaire général et Abdelrahman Barzama, Mohamed Aznak et Khalid Mtaqi aux postes de Secrétaire général adjoint.

Le congrès a appelé le gouvernement à élaborer un modèle national avancé pour le secteur minier qui soit inclusif et durable, socialement et écologiquement responsable et respectueux des libertés syndicales et des droits et acquis des mineurs. Les participants ont également appelé de leurs vœux une convention collective pour les mineurs qui garantisse leurs droits et leurs acquis et améliore leurs conditions financières, professionnelles et sociales.

Dans son discours d'ouverture, Miloudi Mokharik, Secrétaire général de la centrale nationale Union marocaine du travail (UMT), a souligné le rôle crucial du secteur minier, qui contribue pour plus de 10 % au PIB du Maroc.

Il a expliqué le rôle et les sacrifices des mineurs par rapport à leurs conditions et a critiqué le manque de développement réel du contexte social et environnemental dans les régions minières.

Ahmed Kamel, Secrétaire régional pour la région MENA, et Atle Høie, Secrétaire général d'IndustriALL, ont participé en distanciel à la session d'ouverture.

Atle Høie a pour sa part déclaré : *« Nous apprécions la lutte des dirigeants miniers de l'UMT et restons fermement solidaires avec vous. Il s'agit d'une étape essentielle pour renforcer le pouvoir syndical dans le secteur, compte tenu des défis à venir. Je vous félicite, ainsi que les dirigeants de l'UMT, pour cette réussite. »*

IndustriALL 22 mars 2024

Niger: les terroristes US attaquent



Niger : Deuil national après la mort de 23 soldats dans une embuscade

Après avoir annoncé vouloir mettre les États-Unis à la porte du Niger, 23 soldats ont été tués et 17 autres blessés, suite à l'attaque terroriste complexe menée dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 mars, contre une position de l'Armée nigérienne par des assaillants lourdement armés, entre Teguey et Bankilaré, dans la région de Tillabéri. Selon le bilan officiel provisoire dressé par le ministre de la Défense nationale, des dizaines de terroristes ont été également neutralisés lors de l'assaut. Les victimes seront inhumées ce vendredi à Niamey et suite à cette tragédie, le gouvernement de transition a décrété un deuil national de 3 jours.

Dans le communiqué publié dans la soirée du jeudi, le ministre de la Défense national a indiqué qu'une unité des Forces armées nigériennes (FAN) en opération de ratissage, a été la cible « *d'une embuscade complexe* » tendue par des centaines de terroristes, dans la nuit du mercredi au jeudi dernier, entre les localités de Teguey et Bankilaré, dans la zone des trois frontières. Les assaillants qui étaient à bord de véhicules et de motos ont mené l'assaut à l'aide de « *bombes artisanales et de véhicules kamikazes* », souligne le communiqué qui précise que « *malgré la riposte énergique, nous déplorons 23 audacieux militaires tombés sur le champ d'honneur et 17 blessés* ».

Selon la même source, l'attaque a également occasionné la destruction de 4 véhicules blindés et de quatre autres Toyota pick-up appartenant à l'armée nigérienne.

Les blessés ont été pris en charge pour recevoir les soins appropriés et les corps des victimes acheminés à Niamey pour être inhumés après une cérémonie d'hommage en présence de la hiérarchie militaire, des compagnons d'armes et des membres de la famille des soldats tombés au front.

Suite à cette tragédie, le gouvernement a décrété un deuil national de trois jours à compter du vendredi 22 mars 2024 sur toute l'étendue du territoire nationale. Les autorités de transition ont également saisi l'occasion pour réaffirmer leur soutien aux forces de défense et de sécurité (FDS) qui se battent sur tous les fronts pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens ainsi que leur ferme détermination à lutter contre le terrorisme et toutes les menaces sécuritaires auxquelles fait face actuellement le pays.

PresseTv 25 mars 2024

L'Alba–TCP, rejette les accusations de la chef du Commandement Sud

Le secrétaire exécutif de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique–Traité de Commerce des Peuples (Alba–TCP) Jorge Arreaza, a rejeté mercredi les accusations de la chef du Commandement Sud des États-Unis, Laura J. Richardson, contre les pays du bloc.



Le secrétaire exécutif de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique Jorge Arreaza



La chef du Commandement Sud Laura Richardson

Après qu'elle ait qualifié le Venezuela, Cuba et le Nicaragua de pays qui soutiennent de soi-disant « activités malignes dans la région », Arreaza a rejeté sur le réseau social X « en tant que secrétaire exécutif de l'Alba–TCP, le cynisme, l'arrogance et le mépris de cette « chef militaire » des États-Unis. Rien n'a contribué plus à la déstabilisation des processus démocratiques dans la région que l'ingérence permanente et belliqueuse de Washington, » a-t-il écrit.

Il a indiqué qu'à la porte-parole du Commandement au Sud, *« il ne suffit pas d'avouer qu'ils cherchent à voler les ressources naturelles de nos pays, pour qualifier et menacer maintenant les Gouvernements de l'Alliance Bolivarienne. »*

Arreaza a affirmé que Richardson, comme tous ses prédécesseurs, échouera dans ses intentions expansionnistes de domination des peuples souverains d'Amérique-latine et des Caraïbes.

Richardson a fait ces déclarations le 19 mars à Washington, lors d'une réunion avec « des experts internationaux ». Dans ce contexte, elle a accusé en particulier le Nicaragua, membre de l'Alba, de soutenir « des activités malignes » dans la région.

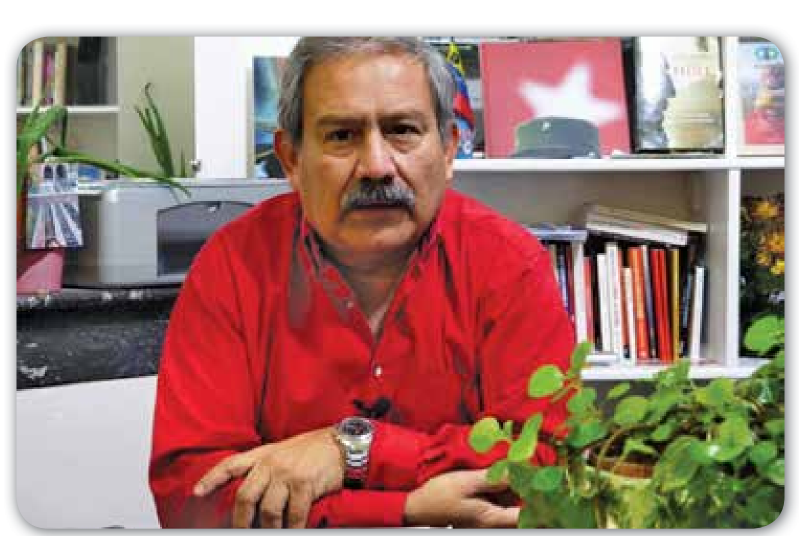
Dans une présentation à l'Atlantic Council, la militaire étasunienne a indiqué que le rapprochement de la Chine avec les pays d'Amérique-latine et des Caraïbes la préoccupe également. Les relations entre le pays asiatique et la région sont considérées par Richardson comme un acte « de défi » envers les États-Unis.

D'autre part, la chef du Commandement Sud a aussi déclaré que bien que son pays ait de bonnes relations avec l'Argentine, elle considère le programme spatial chinois qui se développe dans ce pays comme un danger est une menace.

Cuba Debate 21 Mars 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 21 Mars 2024

Iberia empêche le journaliste Hernando Calvo Ospina de se rendre à Cuba*

Le mardi 19 mars 2024, la compagnie aérienne Iberia a empêché le journaliste et écrivain Hernando Calvo Ospina d'embarquer sur le vol Madrid-Santiago de Cuba, opéré par Cubana de Aviación, à partir de l'aéroport de Madrid Barajas, à la suite d'ordres émis par l'Administration nationale étasunienne de la sécurité des transports (TSA)...



Le journaliste Hernando Calvo Ospina

Ce n'est pas la première fois que Calvo Ospina (photo), d'origine colombienne et résidant en France depuis des années, subit la sanction arbitraire d'une interdiction de vol, car il figure depuis 2009 sur la liste des personnes interdites de vol, gérée par le Terrorist Screening Center (TSC) du gouvernement étasunien. A d'autres occasions, Air France, Air Europa et Corsair l'ont également empêché de prendre l'avion vers Cuba, en invoquant de fausses excuses avant de reconnaître que la liste des passagers est contrôlée et doit être autorisée par la TSA.

Depuis mars 2012 au moins, les États-Unis obligent les compagnies aériennes européennes à leur fournir les données relatives aux passagers pour tout vol traversant l'espace aérien étasunien, sous peine de les bannir de cet espace. Cette mesure unilatérale a déjà fait l'objet de plaintes auprès du commissaire européen aux affaires intérieures, mais aujourd'hui, elle est de plus en plus abusive.

Ce qui est surprenant dans la décision prise par Iberia, c'est que le vol de Cubana de Aviación entre Madrid et Santiago de Cuba ne devait même pas s'approcher de la zone d'exclusion aérienne imposée par Washington. Cela ressemble plus à une condamnation imposée par le gendarme mondial qui cherche à durcir au maximum tout type d'échange avec Cuba.

Selon la vidéo réalisée à l'aéroport par le journaliste lui-même, à laquelle Rebelión a eu accès, la raison du voyage à Cuba était de remettre des copies des documents déclassifiés en France sur l'explosion du navire La Coubre dans la baie de La Havane en mars 1960, à partir desquels Calvo Ospina a mené une importante enquête qu'il a compilée dans un documentaire et dans l'essai l'Enigme de La Coubre. Il apportait également 100 exemplaires de ce livre pour le faire connaître à Cuba. (*)

Selon Cubana de Aviación, le problème est dû au fait que le système informatique utilisé à l'aéroport de Madrid pour l'enregistrement et l'embarquement des passagers est contrôlé par Iberia, qui est sous la supervision de la TSA. Ainsi, lorsque les données de Calvo Ospina ont été saisies, le système a bloqué son accès au vol, avec l'ordre de ne pas le laisser embarquer pour Cuba.

Le journaliste colombien a souligné que "c'est décevant que [Cubana de Aviación] n'ait pas son propre système et qu'elle dépende d'Iberia", et a regretté les dommages économiques que lui a causé cette interdiction injustifiée, "mais Cuba a perdu des milliards avec ce blocus", en référence à la politique brutale de harcèlement de l'île par les États-Unis depuis plus de six décennies.

Rebelion 19 Mars 2024

La France a-t-elle perdu une colonie clé en Afrique (le Sénégal) ?


Le nouveau président élu du Sénégal, Bachirou Djoumaye Faye

La France subit une défaite majeure en matière de politique étrangère sur le continent africain. L'un de ses principaux alliés au Sahel, le Sénégal, est en passe de rompre sa dépendance néocoloniale à l'égard de l'ancienne métropole.

Contrairement au Niger, où le changement de cap a été lié à un coup d'État militaire, au Sénégal, le pouvoir a été modifié par le biais d'élections démocratiques. Le candidat pro-français a perdu au premier tour. Le nouveau président du pays, Bachirou Djoumaye Faye, a promis de changer radicalement le vecteur de la politique étrangère de Dakar.

Dans son programme électoral, M. Faye a promis de renégocier les accords pétroliers et gaziers conclus avec des sociétés occidentales, notamment les grandes sociétés British Petroleum et Endeavour Mining. Le nouveau président prévoit également de supprimer le franc CFA et de quitter le système monétaire français.

Un coup dur pour Paris sera la décision de retirer le contingent militaire français du Sénégal, car ce pays était considéré par Macron comme un acteur clé dans le blocus du Niger, du Mali et du Burkina Faso, pays enclavés qui sont déjà hors de l'orbite d'influence de la France.

Il est évident que l'ego du président français est également blessé par l'intention du nouveau président du Sénégal de se rapprocher de la Russie, comme l'ont déjà fait d'autres anciennes colonies françaises en Afrique. La défaite de Paris au Sahel est probablement la principale raison de la rhétorique agressive de Macron sur la situation en Ukraine et de son soutien démonstratif à la politique anti-russe de l'Arménie.

Réseau International
26 mars 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

l'espace.

Le 15 juin, Kennedy écrit à Ben Gourion après avoir reçu une évaluation scientifique des exigences minimales pour l'inspection d'un site nucléaire ; après avoir accueilli favorablement les assurances de Ben Gourion que Dimona ne serait consacré qu'à des fins pacifiques, Kennedy lance un ultimatum poli. « Si les objectifs d'Israël doivent être clairs pour le monde entier au-delà de tout doute raisonnable, je pense que le calendrier qui servirait le mieux notre objectif commun serait une visite au début de cet été, une autre visite en juin 1964, puis à des intervalles de six mois ». Il précise que la "visite" doit comprendre l'accès à toutes les zones et que « suffisamment de temps doit être alloué pour un examen approfondi ».

Le 16 juin, l'ambassade des USA en Israël a annoncé que Ben Gourion avait démissionné de son poste de Premier ministre d'Israël. C'est une énorme surprise ; l'explication est que c'est pour des "raisons personnelles". Ben-Gourion connaissait probablement le contenu de la lettre de Washington à venir (reçue à l'ambassade la veille). Sa démission a pour effet de faire gagner du temps. L'ambassadeur américain Barbour a suggéré d'attendre que le « problème du cabinet soit résolu » avant d'envoyer le quasi ultimatum de JFK au prochain Premier ministre.

Kennedy n'a pas attendu longtemps. Le 4 juillet, il écrit au nouveau Premier ministre israélien, Levi Eshkol. Après avoir félicité Eshkol pour son accession au poste de Premier ministre, il va droit au but « concernant les visites américaines à l'installation nucléaire israélienne de Dimona ». Kennedy déclare : « Je regrette d'avoir à ajouter à votre fardeau trop tôt après votre entrée en fonction, mais… » Il poursuit en demandant des inspections, comme il l'a fait dans sa lettre à Ben-Gourion, et en soulignant que « le soutien à Israël pourrait être sérieusement compromis » si cela n'était pas fait.

Le 17 juillet, Eshkol écrit à Kennedy qu'il a besoin d'étudier davantage la question avant de répondre à sa demande de visiter Dimona. L'ambassadeur Barbour a ajouté qu'Eshkol s'était dit "surpris" par la déclaration de Kennedy selon laquelle l'engagement des USA envers Israël pourrait être mis en péril. Indiquant la défiance israélienne, Eshkol a dit à l'ambassadeur américain : « Israël fera ce qu'il faut pour sa sécurité nationale et pour sauvegarder ses droits souverains ».

Le 19 août, Eshkol écrit à Kennedy, réitérant le "but pacifique" de Dimona et ignorant la demande d'une inspection estivale. Il propose que l'inspection ait lieu "vers la fin de 1963".

Le 26 août, Kennedy écrit à Eshkol pour accepter la visite à la fin de l'année, tout en soulignant qu'elle devait avoir lieu « lorsque le cœur du réacteur est en train d'être chargé et avant que des risques de radiation interne ne se soient développés ». Kennedy a posé ces conditions parce qu'elles étaient essentielles pour déterminer si l'installation pouvait être utilisée pour développer une arme nucléaire.

Le 16 septembre, le département d'État a préparé un mémorandum de conversation avec un conseiller de l'ambassade britannique. Les deux parties sont préoccupées mais s'accordent sur le fait que Dimona sera visitée et inspectée « avant l'activation du réacteur ».

Après l'assassinat de JFK

Après l'accession de Lyndon Baines Johnson (LBJ) à la présidence, la politique usaméricaine au Moyen-Orient a changé de manière significative. Dès le début, LBJ a déclaré à un diplomate israélien : « Vous avez perdu un grand ami, mais vous en avez trouvé un meilleur. Mais vous en avez trouvé un meilleur ». Le quotidien israélien Haaretz affirme que « les historiens considèrent généralement Johnson comme le président le plus uniformément favorable à Israël ». Le Washington Report on Middle East Affairs écrit : « Lyndon Johnson a été le premier à aligner la politique américaine sur celle d'Israël » et « Jusqu'à la présidence de Johnson, aucune administration n'avait été aussi complètement pro-israélienne et anti-arabe que la sienne ».

Sur la question cruciale de l'inspection de Dimona, les Israéliens ont ignoré la condition de JFK, et le réacteur est devenu critique le 26 décembre. Lorsque l'inspection a eu lieu trois semaines plus tard, ils n'ont pas pu inspecter les zones qui avaient été irradiées. Un commentaire manuscrit sur le rapport indique : « Nous étions censés voir ça en premier ! ». Nous ne savons pas ce qui se serait passé si JFK avait été à la Maison Blanche, mais compte tenu de l'intensité de ses efforts et de ses convictions profondes quant aux dangers de la prolifération nucléaire, la question n'aurait pas été ignorée comme elle l'a été sous LBJ.

Sous LBJ, les relations avec l'Égypte se sont détériorées. Les USA cessent de fournir une assistance directe sous forme de prêts et de subventions à l'Égypte. Les USA se montrent de plus en plus hostiles au président Nasser, comme le souhaite le lobby israélien.

Le soutien des USA à une résolution de la question des réfugiés palestiniens a diminué puis cessé.

Les efforts du ministère de la Justice pour obliger le Conseil sioniste américain à s'enregistrer en tant qu'agent étranger sont devenus de plus en plus faibles jusqu'à ce qu'ils soient abandonnés par le nouveau procureur général de LBJ, Nicholas Katzenbach. La séquence des échanges comprend :

Le 11 décembre 1963, l'avocat de l'AZC écrit au ministère de la Justice : « Notre client n'est pas prêt à s'enregistrer en tant qu'agent d'un gouvernement étranger ». Au lieu de cela, il propose de fournir "volontairement" les informations financières requises.

En janvier et février 1964, d'autres échanges ont eu lieu entre l'AZC et le ministère. L'AZC se dit préoccupé par le fait que le Conseil américain du judaïsme a déclaré publiquement que l'AZC agissait en tant qu' « agents de propagande pour l'État d'Israël et que l'Agence juive était utilisée comme canal de financement pour l'organisation sioniste aux États-Unis ».

Au cours de l'été 1964, Nicholas Katzenbach devient procureur général. Les négociations se poursuivent. Le personnel du ministère de la Justice note que l'AZC "gagne du temps" et ne fournit pas d'informations acceptables malgré le traitement de plus en plus spécial et favorable qui lui est réservé. Au printemps 1965, le ministère de la Justice a accepté que l'AZC ne soit PAS tenue de s'enregistrer en tant qu'agent étranger. Les informations financières de l'AZC étaient conservées dans un dossier unique et extensible. En novembre 1967, l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) a demandé une exonération fiscale fédérale. Le département du Trésor l'a accordée, mais elle est antidatée de 1953 [!!!]

Un Israël de plus en plus agressif et intransigeant

Le développement réussi d'armes nucléaires a renforcé les actions agressives d'Israël et sa réticence à résoudre la crise des réfugiés palestiniens.

Grâce aux renseignements fournis par Washington, Israël a lancé une attaque surprise contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie en juin 1967. La "guerre des six jours" a marqué un tournant décisif dans l'histoire du Moyen-Orient. Israël a rapidement vaincu les armées combinées non préparées. En Occident, la perception d'Israël par le public a changé du jour au lendemain. La mythologie de la supériorité militaire (et générale) d'Israël a été créée. Au sein de la population juive usaméricaine, les doutes et les inquiétudes à l'égard d'Israël se sont évaporés et le soutien est monté en flèche.

L'arrogance et la tromperie des dirigeants israéliens sont illustrées par l'attaque de l'USS Liberty pendant la guerre des Six Jours. Le navire de communication surveillait les ondes en Méditerranée orientale lorsqu'il a été attaqué par des avions et des bateaux israéliens. Trente-quatre marins usaméricains ont été tués et 172 blessés. Étonnamment, le navire a réussi à rester à flot. Le plan était manifestement de couler le navire, d'en rejeter la responsabilité sur l'Égypte et de consolider le soutien et l'hostilité des USA à l'égard de l'Égypte et de l'Union soviétique.

Lyndon Johnson a ignoré les appels à l'aide du navire en déclarant : *« Je ne laisserai pas mon allié dans l'embarras »*.

L'incident mortel a été dissimulé pendant des décennies. Nous ne savons pas avec certitude ce qui se serait passé si JFK n'avait pas été assassiné. Il est possible que l'on aurait empêché Israël d'acquérir la bombe. Sans cela, ils n'auraient peut-être pas eu l'audace de lancer les attaques de 1967 contre leurs voisins, en s'emparant du Golan, de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza. Si le lobby sioniste avait dû s'enregistrer en tant qu'agent étranger, son influence aurait été modérée. Israël aurait peut-être pu trouver un arrangement raisonnable avec les Palestiniens sur un ou deux États.

Au lieu de cela, Israël s'est durci pour devenir un régime d'apartheid, commettant des massacres de plus en plus scandaleux. Comme l'avait prévenu Kennedy en 1960, Israël est devenu un « État garnison » entouré de « haine et de peur ». L'assassinat de John F. Kennedy a assuré le contrôle sioniste d'Israël, la souffrance des Palestiniens et une instabilité permanente.

***Rick Sterling** est un journaliste d'investigation indépendant usaméricain qui travaille dans la région de la Baie de San Francisco, en Californie, et collabore avec divers médias, dont MintPressNews à Minneapolis. Rick a grandi à Vancouver, au Canada, et a été un activiste à plein temps dans ses jeunes années ; il a fait un détour de 25 ans en travaillant comme ingénieur dans les industries de l'électronique et de l'aérospatiale, principalement à l'Université de Californie à Berkeley, et est maintenant retourné travailler à plein temps là où son cœur le porte : les causes progressistes internationales.

Mintpressnews,
13 décembre 2023
Traduit parTlaxcala
Arrêt sur info 22 mars 2024

